

Université de Montréal

**Sécurité et stabilité : quelles sont les conditions qui ont poussé
l'Égypte, la Syrie et Israël à entrer en guerre en 1967?**

par

Tiffany Allenet-Moulin

Département de Science Politique

Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et Sciences

en vue de l'obtention du grade de Maîtrise

en Science Politique

Avril, 2013

© Tiffany Allenet-Moulin, 2013

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Cette thèse intitulée :

Sécurité et stabilité : quelles sont les conditions qui ont poussé l'Égypte, la Syrie et Israël à
entrer en guerre en 1967?

Présentée par :

Tiffany Allenet –Moulin

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Dominique Caouette, président-rapporteur

Marie-Joëlle Zahar, directrice de recherche

Michel Fortmann, membre du jury

Résumé

Ce mémoire s'intéresse aux conditions qui ont mené à la guerre de six jours de 1967 au Moyen-Orient. Tout particulièrement, mon mémoire investiguera les dynamiques domestiques qui influent sur la prise de décision politique. L'hypothèse principale suppose que le mode de gestion de la société, choisi par le gouvernement au pouvoir, influe et contraint les options de politique étrangère disponibles à celui-ci. . Un régime peut recourir à deux modes de gestion de la société : l'exclusion et l'inclusion, à plusieurs degrés. En fonction du mode de gestion choisi, le gouvernement aura besoin de plus ou moins de ressources pour le mettre en place et pour le préserver. La quantité et la nature des ressources utilisées au niveau domestique contraindront les options de politique étrangère disponibles au régime

Les guerres du Moyen-Orient, et la politique étrangère des pays de la région sont souvent interprétées selon des principes réalistes : la recherche du pouvoir et de sécurité guide la politique étrangère. Ce mémoire cherche à souligner l'importance de dynamiques domestiques sur le processus de prise de décision politique, mais également l'influence qu'a le conflit israélo-arabe sur la structure, le fonctionnement et la société des pays concernés.

Mots-clés : Guerre de six jours, Politique étrangère, réalisme néo-classique, Omnibalancing, Conflit israélo-arabe, Égypte, Syrie, Israël, niveau d'analyse domestique.

Abstract

This thesis looks at the conditions that led to the outbreak of the 1967 Six Day War in the Middle East. Specifically, my thesis investigates the domestic dynamics that influence the political decision-making process. The main hypothesis suggests that the type of societal management chosen by the government in power will influence and determine the foreign policy options available. A regime may choose between two types of societal management: exclusion and inclusion, which can be applied to greater or lesser degrees. Depending on the type of societal management chosen, the government will need more or less resources to implement and maintain it. The quantity and nature of resources used domestically will determine the foreign policy options available to the regime.

In the Middle East, wars and foreign policy are often interpreted according to realist principles: the quest for power and safety are said to be the main determinants of foreign policy. This thesis seeks to highlight the importance of domestic dynamics in the process of political decision-making, but also the influence of the Arab-Israeli conflict on the structure, development and society in the countries involved.

Keywords : Six day war, Domestic level explanation, Foreign policy, Neo-classical realism, Omnibalancing, Arab-Israeli Conflict, Egypt, Syria, Israel.

Table des Matières

Résumé.....	ii
Abstract.....	iv
Table des Matières	v
Remerciements.....	viii
Introduction	1
A. Question de recherche.....	1
B. Théorie et méthodologie	2
C. Hypothèses.....	6
D. L'importance de la région du Moyen Orient dans les études de politique étrangère	8
Chapitre 1: Revue de la littérature	11
A. Niveau systémique.....	11
1. Le Réalisme offensif	12
1.1 L'accès à l'eau : source de conflit.....	12
1.2 Conflits frontaliers entre Israël et la Syrie	14
1.3 Le rapport soviétique	15
2. Le Néoréalisme	16
B. Niveau Domestique.....	18
C. Niveau Idiosyncrasique.....	22
D. Conclusion	25
Chapitre 2 : Cadre Analytique	27
A. Limites temporelles et contextuelles.....	27
B. Méthodologie	27
1. Réalisme néo-classique	28
2. Théorie de l'Omnibalancing.....	30
3. La dynamique du conflit prolongé	31
C. Cadre Analytique	33
1. La politique interne	33
1.1 Mode de gestion d'inclusion.....	34
1.2 Mode de gestion d'exclusion	35

2.	Impact du mode de gestion sur la politique étrangère.....	35
2.1	Ressources matérielles.....	36
2.2	Ressources symboliques.....	37
D.	Indicateurs.....	39
1.	Mode de gestion sociétale.....	39
2.	Ressources matérielles.....	40
3.	Ressources symboliques.....	41
Chapitre 3 : Étude de cas		44
A.	Contextualisation.....	44
1.	Une région en conflit.....	44
2.	Un conflit insoluble et prolongé.....	45
B.	Étude de cas.....	46
1.	L'Égypte.....	47
1.1	Gestion de la société.....	47
1.2	Ressources matérielles.....	50
1.3	Ressources symboliques.....	52
2.	La Syrie.....	54
2.1	Gestion de la société.....	55
2.1	Comportement économique et ressources budgétaires.....	57
2.2	Stratégies de légitimation.....	60
3.	Israël.....	62
3.1	Gestion de la société.....	63
3.2	Ressources Économiques.....	66
3.3	Ressources symboliques.....	68
4.	Analyse de la guerre de 1967.....	71
4.1	Historique des évènements.....	71
4.2	La récession d'avant-guerre.....	73
4.3	La Syrie.....	74
4.4	L'Égypte.....	76
4.5	Israël.....	78

Conclusion	81
A. Rappel du questionnaire.....	81
B. Résumé de l'approche.....	82
C. État de l'hypothèse de départ.....	83
D. Apports du mémoire	85
Bibliographie	vii
Annexe 1 : Carte du partage des eaux au Proche-Orient	xvii
Annexe 2: Carte du Proche Orient en 1967	xviii

Remerciements

Je tiens tout d'abord à mentionner l'appui considérable de ma directrice de recherche Marie-Joëlle Zahar. Son soutien précieux, son temps, mais également ses attentes m'ont permis de mener ce mémoire à bien, tout en me poussant à rehausser mes exigences envers mon travail.

Je voudrais également à remercier ma famille et mes amis pour leur présence tout au long de la rédaction de ce mémoire, mais également tout au long de mes études. Je leur en suis extrêmement reconnaissante d'avoir écouté mes inquiétudes, de m'avoir épaulée, réconfortée et poussée tout le long, et surtout d'avoir inspiré mes choix. Je les remercie également pour leur implication active et leur intérêt véritable dans mon projet de recherche.

Dernièrement, j'aimerais particulièrement remercier mon conjoint, Mathieu Chabrières. Ses encouragements, ses conseils et son soutien moral dans les moments de doutes ont été plus que salvateurs. Son écoute, sa douce présence et sa compréhension ont été des ressources précieuses tout au long du processus de rédaction.

Introduction

A. Question de recherche

Mon mémoire s'intéresse aux conditions qui ont mené à la guerre de six jours de 1967 au Moyen-Orient. Pour ce faire, seront étudiées les dynamiques qui influent sur la prise de décision de politique étrangère en Syrie, Égypte et Israël pendant les années précédant la guerre. D'où ma question de recherche : « Sécurité et stabilité : quelles sont les contraintes déterminant les variations de politique étrangère ? Étude comparée des cas de l'Égypte, la Syrie et Israël dans les années menant à la guerre de 1967 ».

La guerre de 6 jours, du 5 juin au 10 juin 1967, oppose l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. L'attaque préventive d'Israël contre ses voisins arabes déclencha cette guerre. Rapidement, et efficacement, Israël a prouvé sa supériorité militaire en écrasant les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes, mais aussi en récupérant la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï, le plateau du Golan et un accès au Jourdain sécurisé.

Le mémoire répondra aux questions suivantes : quelles sont les contraintes déterminant les variations de politique étrangère ? Qu'est-ce qui a poussé l'Égypte, la Syrie, et Israël à entrer dans une guerre non prévue, alors que leurs performances économiques étaient en difficulté ? Est-ce que les déterminants sont les mêmes pour ces trois pays, qui sont relativement différents en terme de structure et de système domestique ? Nous tenterons ainsi de déterminer les différentes dynamiques qui ont influé sur la prise de décision de politique étrangère de ces pays en 1967, dans un contexte de conflit prolongé et tenace. L'hypothèse principale, développée plus bas, suppose que la gestion sociétale d'un régime influe sur le spectre d'options de politiques étrangère disponibles à ce régime. En d'autres mots, la gestion sociétale de ces trois pays permet d'expliquer le déclenchement de la guerre de 1967.

B. Théorie et méthodologie

Il existe un débat entre trois courants de pensée dans la discipline de la politique étrangère. Pour reprendre la distinction de Waltz, il existe trois niveaux d'explications : systémique, domestique, et idiosyncrasique.

L'approche systémique, un courant majoritairement réaliste, se base sur trois postulats : 1. Les acteurs sont rationnels et unitaires dans un contexte d'anarchie, 2. Les États ont des objectifs conflictuels fixes et uniformes, 3. Dans la structure internationale, les capacités matérielles sont primaires¹. L'approche du réalisme offensif, selon Mearsheimer, explique que les États sont en constante recherche de pouvoir ; leur politique étrangère est orientée vers la maximisation de leurs capacités relatives². Les divergences entre États ne sont pas importantes pour expliquer la politique étrangère ; les capacités d'un État et l'environnement international qui déterminent la politique étrangère. Le réalisme défensif, proposé par Kenneth Waltz³ et Stephen Walt⁴, considère la politique étrangère comme une réponse des États aux risques de changement de l'équilibre des puissances. Les États recherchent avant tout à maximiser leur sécurité. Une des critiques majeures de l'approche systémique est que, bien qu'elle propose des explications pleines de parcimonie, elle simplifie beaucoup trop la réalité et considère l'État comme une « boîte noire ». En tant que théorie de comportement de l'État, le réalisme présente de graves lacunes. « L'intérêt de l'État » est vu comme universel et fixe, sans référence à la réalité et à l'évolution des conditions environnementales⁵. En décrivant la

¹ Ole Weaver, « Identities, Communities and Foreign Policy- Discourse Analysis as Foreign Policy Theory », dans Lene Hanson, *European Integration and National Identity: The Challenge of the Nordic States*, London: Routledge, 2002, 21.

² John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, (New York: W. W. Norton, 2001).

³ Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, (New York: McGraw Hill, 1979).

⁴ Stephen Walt, *The origins of alliances*, (Ithaca: Cornell University Press, 1987).

⁵ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 76.

politique étrangère sur la base de la recherche permanente du pouvoir, la réalité est « transformée en théorie normative, et les lignes entre les deux sont irrémédiablement brouillées⁶».

Le niveau dit domestique est basé sur une approche compréhensive et descriptive du système composant un pays. Les facteurs pris en compte sont, entre autres, le contexte socioéconomique, la structure de la société, le régime,... Certains proposent des explications économiques comme Douglas Yates qui théorise sur l'État Rentier⁷ : la source de revenu d'un État rentier est externe, et de ce fait, la politique étrangère de ce type d'État est formulée en fonction de cette source de revenus. D'autres, comme Fredrik Doeser, expliquent la politique étrangère par la structure de la société : les élites, les organisations majeures et les lobbies ont une influence importante sur la politique étrangère⁸. Les facteurs qui influencent la politique étrangère proviennent du contexte domestique d'un pays.

Le niveau idiosyncrasique prend en compte les variables cognitives, culturelles et morales qui peuvent influencer les preneurs de décision d'un pays⁹. L'acteur principal étant l'individu, l'étude se concentre sur ce qui influence sa prise de décision. Snyder, Bruck et Sapin, par exemple, soulèvent l'importance de l'environnement opérationnel et de dynamiques psychologiques comme influences principales sur la prise de décision en politique étrangère¹⁰.

⁶ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 76-77.

⁷ Douglas Yates, *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, Trenton, NJ: Africa World Press, 1996.

⁸ Fredrik Doeser, « Domestic politics and foreign policy change in small states: The fall of the Danish 'footnote policy' », *Cooperation and Conflict* 46 (2011), 222-241.

⁹ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 81.

¹⁰ Rihard C. Snyder, H. W. Bruck, and Burton Sapin, *Foreign Policy Decision-Making: An Approach to the Study of International Politics*, (New York: Free Press, 1962).

Alexander George¹¹ et Valérie Hudson¹² se basent sur une explication cognitive pour expliquer la nature d'une décision et de sa portée dans une prise de décision politique. Une critique souvent avancée est que les approches domestiques et individuelles manquent de parcimonie et ne sont pas généralisables¹³. Les explications ne sont donc applicables qu'à un seul cas de figure, dans un contexte particulier. Comme nous le verrons, le niveau idiosyncrasique, comme le niveau domestique, apporte des explications précises, et propres à une situation particulière, car il se base sur des indicateurs propres à un cas particulier, mais manque de parcimonie.

Ces trois approches apportent des explications non négligeables, mais elles manquent toutes de prédictions claires. Cependant, comme Nye l'explique dans *Understanding International Conflicts*, pour avoir une explication des plus complètes, il faut imbriquer ces trois approches et de ce fait comprendre l'interaction des variables internes et externes¹⁴. Nous considérerons donc les différents niveaux d'explication pour une compréhension globale de la guerre de 1967. L'hypothèse principale repose sur une analyse à deux niveaux, qui nous permet d'étudier l'interaction entre des dynamiques systémiques et domestiques, et la façon dont les dirigeants équilibrent ces pressions externes et internes.

Pour démontrer cela, nous aurons recours au cadre théorique des réalistes néo-classiques. L'approche des réalistes néo-classiques propose une explication qui permet de réunir les

¹¹ Alexander L. George, *Bridging the Gap: Theory and Practice in Foreign Policy*, (Washington: USIP Press Books, 1993).

¹² Valerie M. Hudson, « Foreign Policy Analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations », *Foreign Policy Analysis* 1,1 (2005), 1-30.

¹³ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13,1 (1969), 78.

¹⁴ Joseph Nye, *Understanding International Conflicts: An Introduction to Theory and History*, (Boston: Pearson Longman, 2008), 68-73.

niveaux systémique et domestique dans un cadre d'études¹⁵. Le réalisme néoclassique explique que les États essaient de contrôler leur environnement dans le but de remédier à l'anarchie du système, mais que des facteurs domestiques et idiosyncrasiques, tels que la structure de la scène politique, les groupes au pouvoir, la gestion de la société, ou des dynamiques identitaires et culturelles pour comprendre le processus de prise de décision¹⁶.

Nous utiliserons également des arguments basés sur la stratégie de l' « omnibalancing », proposée par Steven R. David, qui explique que les régimes du Tiers Monde doivent équilibrer des menaces internes et externes¹⁷. David argumente qu'en plus de la recherche de la sécurité externe, le but des régimes est de stabiliser l'organisation interne du pays, mais aussi de se maintenir au pouvoir et d'assurer leur propre survie. La politique étrangère est donc utilisée en tant qu'instrument pour équilibrer les différentes pressions qui affectent le régime.

La littérature sur la guerre de 1967 et ses causes est importante, et les explications sont multiples. Parker et Golan, adoptant une approche constructiviste, expliquent que la guerre est causée par des erreurs de compréhension et d'interprétation des intentions des différents acteurs¹⁸. Golan soutient que les erreurs de calcul de l'URSS, et le rapport soviétique controversé du 13/05/1967 adressé à l'Égypte, attestant qu'Israël avait mobilisé 10-12 troupes le long de la frontière syrienne, ont causé la guerre¹⁹. Laura James défend l'idée que la politique étrangère expansive de Nasser, et son envie d'être la puissance majeure de la région

¹⁵ Gideon Rose, « Review: Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics* 51,1 (1998), 144-172.

¹⁶ Gideon Rose, « Review: Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics* 51,1 (1998), 144-172.

¹⁷ Steven R. David, « Explaining Third World Alignment », *World Politics*, 43.2 (1991), 233-256.

¹⁸ Richard B. Parker, *The Politics of Miscalculation in the Middle East*, (Bloomington: Indiana University Press, 1993).

¹⁹ Galia Golan, « The Soviet Union and the Outbreak of the June 1967 Six-Day War », *Journal of Cold War Studies* 8,1 (2006),3-19.

a poussé Israël à lancer une attaque préemptive²⁰. D'autres, comme Moshe Gat, attribuent la guerre à l'alliance entre l'Égypte et la Syrie²¹. Depuis les années 50, les attaques frontalières entre la Syrie et Israël sont récurrentes, et les querelles concernant l'eau importantes. Certains considèrent que l'Égypte aurait demandé un retrait de troupes de l'ONU et aurait mobilisé ses troupes dans le but de soutenir la Syrie et de soutenir leur alliance. Par la suite, Israël envoie une attaque préventive.

Une majorité de la littérature sur la région et sur la guerre de 1967 utilise une approche réaliste aux relations entre les pays du Moyen Orient, en raison du conflit israélo-arabe. La politique étrangère de cette région est souvent expliquée en termes de sécurité et de pouvoir. Ce mémoire tentera de souligner l'importance de différentes dynamiques domestiques sur la prise de décision de politique étrangère. En revanche, la littérature s'accorde sur l'idée que la guerre de 1967 n'était pas voulue et que les protagonistes ont trébuché dans un conflit non prévu et non voulu²².

C. Hypothèses

L'hypothèse principale de ce mémoire suppose que le mode de gestion de la société influe sur le spectre d'options de politique étrangère, disponible à un régime.

Un État est composé d'une multitude d'acteurs et d'organisations en compétition et coordonnés par la direction du gouvernement²³. L'intérêt principal du régime en place est de se

²⁰ Laura James, « Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six Day War », *MERIA* 9, 2 (2005), 23.

²¹ Moshe Gat, « Nasser and the Six Day War, 5 June 1967: A Premeditated Strategy or An Inexorable Drift to War? », *Israel Affairs* 11,4 (2005), 618.

²² Roland Popp, « Stumbling Decidedly into the Six-Day War », *Middle East Journal* 60,2 (2006), 283.

²³ Joel S. Migdal, « Vision and Practice: The Leader, the State, and the Transformation of Society », *International Political Science Review* 9, 1 (1988), 24.

maintenir, tout en conservant un statu quo domestique, et pour ce faire, établir un programme de gestion sociétale. Pour cela, l'accès aux ressources et leur distribution sont importants. Un régime peut recourir à deux modes de gestion de la société : l'exclusion et l'inclusion, à plusieurs degrés.

Pour un régime, les ressources sont des instruments qui lui permettent de se maintenir au pouvoir, mais aussi de gouverner et d'assurer la survie du pays. Ces ressources peuvent être matérielles : économiques, financières, naturelles (comme le pétrole ou l'eau), humaines, mais aussi symboliques. Les ressources matérielles sont utilisées pour régir la société et maintenir le mode de gestion choisi. Les ressources symboliques sont utilisées pour assurer la légitimité d'un régime et justifier ses pratiques. Ces instruments sont utilisés de façon interne, pour le bon fonctionnement du pays, mais aussi de façon externe, dans le but de protéger le pays des menaces extérieures.

Nous affirmons que les options de politique étrangère disponibles à un régime sont contraintes par la disponibilité de ressources matérielles : le mode de gestion choisi détermine la quantité de ressources matérielles mobilisées par le gouvernement pour régir sa société et maintenir son mode de gestion. Un régime d'exclusion investit beaucoup de ressources dans la sécurité. Comme ces ressources sont utilisées pour contrôler la société, il sera difficile pour le régime de réduire la quantité de ressources utilisées à l'interne et de les rediriger de manière à contrer un défi externe, sans risquer de donner une fenêtre d'opportunité à des groupes d'opposition. Ainsi, un tel régime sera contraint en termes d'options et de ressources à consacrer à sa politique étrangère. À contrario, un régime ayant des pratiques d'inclusion utilise ses ressources de façon différente. Il pourra plus facilement mobiliser des ressources face à un défi externe, et donc aura plus d'options pour sa politique étrangère.

Pourquoi un régime d'exclusion qui mobilise une quantité importante de ressources pour le contrôle de sa société s'engagerait-il dans une guerre qui requiert l'investissement d'importantes ressources pour être menée à bien ? Rationnellement, un pays confronté à une menace extérieure, consacrant bon nombre de ses ressources à des pratiques d'exclusion, opterait donc pour une politique étrangère pacifique en raison de ses pratiques de gestion qui limitent les ressources disponibles. Seulement, le besoin de légitimité est crucial pour la survie d'un régime. Dans le cas de la Syrie, de l'Égypte et d'Israël en 1967, paradoxalement, une réponse pacifique n'était pas une option. Ces trois pays sont des acteurs clés du conflit tenace israélo-arabe : l'Égypte et la Syrie ont été des acteurs importants dans la cause arabe et palestinienne, et des ennemis jurés d'Israël. Nous verrons que ce conflit a une incidence importante sur l'infrastructure sociopsychologique de ces pays, mais également que le conflit est utilisé en tant que ressource symbolique. La littérature sur cette guerre s'accorde sur le point suivant : une guerre n'était voulue par aucun des deux camps. L'escalade des menaces a poussé ces trois pays à verser dans un conflit armé²⁴. Dans cette situation, l'escalade de la violence n'a pas été utilisée pour justifier des pratiques de gestion sociétale, mais plutôt pour assurer la survie du régime et limiter l'émergence de mouvement d'opposition à celui-ci.

D. L'importance de la région du Moyen Orient dans les études de politique étrangère

La région du Moyen-Orient est caractérisée par une combinaison de facteurs qui la rend importante dans les études de politique étrangère.

²⁴ Richard B. Parker, « The June 1967 War: Some Mysteries Explored », *Middle East Journal* 46,2 (1992), 177.

Premièrement, la présence de pétrole est un facteur crucial pour comprendre les dynamiques interrégionales et internationales impliquant cette région²⁵. Celle-ci transforme cette région en atout stratégique, et un centre d'attention permanent pour le reste du monde. Les pays extérieurs à la région, notamment de superpuissances, ont donc historiquement joué un rôle important dans la région. De plus, beaucoup de pays de cette région dépendent de revenus provenant de sources externes : les rentiers dépendent majoritairement de revenus externes, et les pays semi-rentiers dépendent de revenus externes et internes. Certains dépendent de l'exportation du pétrole, et d'autres de l'aide étrangère et des subventions en provenance de pays étrangers. Le développement économique et social que le système rentier entraîne est très différent d'un développement dit « classique ». Souvent, la politique étrangère est affectée par ce système rentier, et formulée de façon à ne pas entraver les sources de revenus externes. Ainsi, ces dynamiques complexes sont intéressantes dans l'étude de la politique étrangère, et du processus de prise de décision politique.

Le Moyen-Orient est une région affectée par des conflits récurrents : conflits frontaliers continus, le conflit israélo-arabe, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles... Cette région a été formée à travers ces conflits, et reste aujourd'hui criblée par ceux-ci²⁶. Au niveau international, la région se retrouve au milieu du conflit de la Guerre Froide entre les États-Unis et l'URSS. Bien que ces puissances extérieures aient agi dans la région, les États du Moyen-Orient ont gardé une portée considérable pour agir indépendamment²⁷. Au niveau régional, la

²⁵ R.D. McLaurin, Don Peretz, Lewis W. Snider, *Middle East Foreign Policy: Issues and Processes*, (New York: Praeger Publishers, 1982), 35.

²⁶ Michael Oren, « The Revelations of 1967: New Research on the Six Day War and Its Lessons for the Contemporary Middle East », *Israel Studies* 10,2 (2005), 2.

²⁷ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder: London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 55.

région est déchirée par un conflit et la compétition entre les États arabes progressifs et conservateurs. Au niveau bilatéral, les États, particulièrement ceux qui sont frontaliers avec Israël, sont touchés par le conflit tenace israélo-arabe. Dans un tel contexte, peu de choses sont nécessaires pour embraser les relations avec l'adversaire et déstabiliser la région.

La combinaison de ces facteurs est cruciale pour la compréhension des comportements des États du Moyen-Orient. Ils permettent de d'appréhender le processus de prise de décision ainsi que les différentes influences, extérieures comme intérieures, sur la politique étrangère d'un pays. Ils permettent également de concevoir la façon dont un régime arrive à équilibrer et gérer des menaces extérieures, tout en gardant une main mise sur sa société. Cette région est intéressante parce qu'elle combine tous ces facteurs et, de ce fait, parce que les politiques extérieures de ces pays ne peuvent pas être comprises indépendamment.

Chapitre 1: Revue de la littérature

La politique étrangère se compose de stratégies, choisies par l'État pour protéger ses intérêts nationaux et atteindre ses objectifs au niveau international. Elle peut être intéressée et réaliste, tout comme elle peut chercher à établir des relations diverses de coopération économique, commerciale, diplomatique, militaire,... avec d'autres États et institutions. La politique étrangère peut être expliquée comme le produit de l'interaction entre les besoins domestiques d'un État et le système d'États dans lequel il opère, selon la perception des dirigeants²⁸.

Les explications ou théories portant sur les déterminants de la politique étrangère peuvent être catégorisées en trois niveaux d'explication : le niveau systémique, le niveau domestique et le niveau idiosyncrasique. La littérature débat les déterminants de la politique étrangère, mais elle s'interroge également sur le niveau d'explication qui apporte le plus de clarté. Nous nous pencherons dans ce qui suit sur ces niveaux d'explication et ce qu'ils impliquent, mais aussi sur les explications qu'ils proposent pour comprendre la guerre de 1967.

A. Niveau systémique

Le niveau systémique s'intéresse principalement aux États et à la façon dont ils interagissent et réagissent face à des défis. Centrale au niveau systémique est la notion que le comportement étatique est incité par des variables qui sont extérieures à tout acteur, et donc qui sont systémiques à l'origine. Les acteurs, sont rationnels et unitaires dans un contexte

²⁸ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Lynne Rienner Publishers, 2002), 18.

d'anarchie, leurs objectifs sont fixes et les capacités matérielles sont primordiales²⁹. Il existe une multitude théories qui peuvent être regroupées dans ce niveau d'explication.

1. Le Réalisme offensif

L'approche du réalisme offensif considère qu'un État est en constante recherche de pouvoir, et qu'ainsi, sa politique étrangère est orientée vers la maximisation des capacités relatives³⁰. La nature du système anarchique rend les États agressifs, et crée un environnement de compétition perpétuelle entre les États, qui cherchent tous à maximiser leur sécurité. Ceux-ci, dotés de capacités différentes se battent tous pour une meilleure position au niveau internationale. Les différences entre les structures internes et les systèmes politiques des États ne sont pas importantes pour expliquer la politique étrangère, car la maximisation de pouvoir est le but uniforme de tous. Toute interaction et réaction entre pays expliquée par ce besoin de sécurité. La politique étrangère, selon le réalisme offensif, est le produit de l'environnement international et des capacités d'un État. Pour les défenseurs du réalisme, les problèmes suivants de sécurité et de pouvoir ont causé la guerre de 1967.

1.1 L'accès à l'eau : source de conflit

Un des facteurs importants expliquant les tensions dans la région est l'accès à l'eau. L'eau est une ressource fondamentale, essentielle à toute activité écologique et sociale comme la production d'énergie et de nourriture, la transportation, le développement industriel et la santé. L'eau est centrale au développement d'un pays, et dans des régions comme le Moyen-

²⁹ Ole Weaver, « Identities, Communities and Foreign Policy- Discourse Analysis as Foreign Policy Theory », dans Lene Hanson, *European Integration and National Identity: The Challenge of the Nordic States*, London: Routledge, 2002, 21.

³⁰ John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, (New York: W. W. Norton, 2001)

Orient, où elle est rare, la compétition entre les États pour l'accès à l'eau peut les pousser à voir ce problème en tant que central à la sécurité nationale³¹.

C'est notamment le cas de la rivière du Jourdain qui est partagée par plusieurs nations antagonistes : la Jordanie, la Syrie, Israël et le Liban. Dès 1941, Israël détourne 50 à 75 % des flux du Jourdain, dépendant des sources³². Cela envenime ses relations avec les autres pays riverains. Au courant des mois précédents la guerre, la Jordanie, la Syrie et l'Égypte, entre autres, tentent de re-détourner le Jourdain pour alimenter les territoires arabes. Pour Shuval³³ et Cooley³⁴, ce sont ces disputes autour de l'accès à l'eau qui ont causé une intensification des tensions et des attaques frontalières entre Israël et la Syrie, et éventuellement, causé la guerre de 1967. (Voir Annexe 1)

En plus de l'accès à l'eau, la navigation sur les voies fluviales communes est également une source de conflits. Dans les années 40, et 50, l'Égypte bloquait le canal de Suez et le détroit de Tiran à des cargaisons destinées à Israël. Ce n'est qu'après l'intervention de la France et de la Grande-Bretagne en Égypte en 1956 que le détroit de Tiran est ouvert à la navigation israélienne³⁵. La présence des troupes de l'UNEF³⁶ au Sinaï de 1956 à 1967 a empêché à l'Égypte de réimposer un blocus. Avec le retrait des troupes en mai 1967, à la demande de l'Égypte, les anciennes menaces et les vieux blocus refont surface, poussant les tensions avec Israël à un point culminant.

³¹ John K. Cooley, « The War over Water », *Foreign Policy* 54 (1984), 3.

³² *Ibid*, 6.

³³ Hillel L. Shuval, « Approaches to Resolving the Water Conflicts Between Israel and her Neighbors- a Regional Water-for-Peace Plan », *Water International* 17,3 (1992), 133-143.

³⁴ John K. Cooley, « The War over Water », *Foreign Policy* 54 (1984), 3-26.

³⁵ Jacob Abadi, "Egypt's Policy Towards Israel: The Impact of Foreign and Domestic Constraints", *Israel Affairs* 12,1 (2006),167.

³⁶ UNEF ou United Nations Emergency Forces: Troupes de l'ONU déployées au Moyen-Orient à la suite de la crise de Suez de 1956 à 1967, dans le but de stabiliser la région et maintenir la paix.

L'accès à l'eau dans la région du Moyen-Orient est une source importante de conflit, mais aussi une ressource permettant aux États qui la contrôlent d'augmenter leur pouvoir relatif face à leurs voisins. De ce fait, les pays voient et traitent le problème de l'accès à l'eau en tant que question de sécurité nationale³⁷. De plus, et comme l'explique Cooley, cette question de l'accès à l'eau complique et empire un conflit prolongé déjà insoluble³⁸. A certains moments où les hostilités ont été désengagées, et des armistices rédigés, ce problème d'eau a parfois bloqué les compromis.

1.2 Conflits frontaliers entre Israël et la Syrie

Depuis 1948, les tensions et les conflits frontaliers entre Israël et la Syrie sont endémiques. Ces tensions ont pour origine l'accès au Jourdain et au lac de Tibériade. Israël et la Syrie dépendent beaucoup de l'agriculture, ce qui rend l'accès et l'approvisionnement en eau crucial. En 1949, les termes de l'armistice entre la Syrie et Israël partitionnent le lac Tiberias : Israël prend le contrôle du secteur ouest de la rive ouest du Jourdain, et la Syrie prend le contrôle du coin nord-est du lac et de la rive est du Jourdain. Cette division a créé une frontière de facto qui est restée en place jusqu'à la guerre de 1967³⁹. Pendant les années 50 - 60, les conflits et les affrontements frontaliers s'intensifient en raison de violations par les deux camps des zones démilitarisées⁴⁰.

La fréquence et la violence des affrontements atteignent un pic quand le parti Baas, de gauche radicale, qui soutient les guérillas de l'organisation palestinienne Fatah, s'installe au

³⁷ John K. Cooley, « The War over Water », *Foreign Policy* 54 (1984), 3

³⁸ *Ibid*, 3.

³⁹ Hillel I. Shuval, "Approaches to Resolving the Water Conflicts Between Israel and her Neighbors- a Regional Water-for-Peace Plan, *Water International* 17, 3 (1992), 133

⁴⁰ Jerome Slater, "Lost Opportunities for Peace in the Arab-Israeli Conflict: Israel and Syria, 1948-2001." *International Security* 27, 1 (2002): 88-89.

pouvoir en Syrie en 1966⁴¹. L'attaque israélienne du village jordanien Samu le 13 novembre 1966, en réponse à des actes de terrorisme qui auraient été commis par des Jordaniens, intensifie les tensions et les affrontements. Cela aboutit à une bataille aérienne au-dessus de Damas le 7 avril, pendant laquelle six avions syriens ont été abattus⁴².

Pendant les mois précédents la guerre de 1967, les relations entre Israël et la Syrie sont donc extrêmement tendues. Pendant le mois précédant le début de la guerre, pas moins de quatorze incidents importants se sont produits le long de la frontière israélo-syrienne⁴³. Cependant, et comme le soutient la littérature, rien ne laisser croire qu'une guerre allait éclater.

1.3 Le rapport soviétique

Le 13 mai 1967, l'ambassadeur soviétique au Caire, Dmitri Pojidaeva, a averti Ahmad Hassan al-Feki, le sous-secrétaire égyptien des affaires étrangères, que les Israéliens avaient mobilisé 10 à 12 brigades à la frontière syrienne, et préparaient une offensive⁴⁴. Le déclenchement de la guerre est souvent attribué à ce rapport, bien qu'aujourd'hui il a été prouvé que le rapport était frauduleux⁴⁵. C'est en réponse à ce rapport que les Égyptiens ont décidé de mobiliser leurs troupes, de les envoyer dans le Sinaï, zone démilitarisée, et de demander retrait partiel des troupes de l'UNEF.

⁴¹ Richard B. Parker, "The June 1967 War: Some Mysteries Explored," *Middle East Journal* 46, 2 (1992), 178.

⁴² William B. Quandt, "Lyndon Johnson and the June 1967 War: What Color Was the Light?" *Middle East Journal* 46, 2 (1992), 200

⁴³ Richard B. Parker, *The Six-day War: A Retrospective*, (Gainesville: University Press of Florida, 1996), 27.

⁴⁴ Une copie du rapport a été découverte dans des archives polonaise. Une traduction en anglais est annexée à Uri Bar-Noi, "The Soviet Union and the Six-Day War: Revelations From the Polish Archives," Cold War International History Project (CWIHP) e-Dossier No.8, accessible en ligne à <http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic-id=1409&fuseaction=topics.home>

⁴⁵ Laura James, "Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six-Day War," *MERIA* 9, 2 (2005), 28

En conclusion, pour les réalistes, c'est le besoin de plus de sécurité qui a poussé à des politiques étrangères belligérantes et offensives qui ont éventuellement déclenché une guerre.

2. Le Néoréalisme

Dans le courant néoréaliste, les États cherchent à s'auto-préserver dans un contexte d'anarchie. Le concept d'auto-préservation n'implique pas forcément une attitude offensive envers les autres acteurs du système, et laisse place à d'autres intérêts étatiques secondaires⁴⁶. L'anarchie a pour effet en un manque de coopération entre les États, qui veulent préserver leur autonomie, et ne pas s'assujettir à celle d'un autre. Ainsi, un État, pour poursuivre ses intérêts, va chercher à augmenter ses capacités relatives pour augmenter son pouvoir relatif. La quête de puissance de chaque État contraint les autres, résultant en un équilibre des puissances qui caractérise la structure internationale. La politique étrangère est comprise comme une réponse des États aux risques de changement de l'équilibre des puissances.

Pour équilibrer sa puissance, un État peut agir intérieurement pour augmenter ses capacités relatives et son autonomie, en augmentant sa croissance économique, ou ses dépenses militaires par exemple⁴⁷. Un État peut également agir extérieurement en établissant des alliances.

Pour les néo-réalistes, la guerre de 1967 est donc causée par le jeu de l'équilibre des puissances et le déséquilibre causé par le changement du statu quo régional. La politique étrangère israélienne est souvent décrite comme étant déterminée par sa sécurité nationale et

⁴⁶ Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, (New York: McGraw Hill, 1979), 92.

⁴⁷ *Ibid*, 117-127.

de nature réaliste⁴⁸. Se trouvant entourées de voisins hostiles, la politique étrangère israélienne est souvent assimilée à des principes de *realpolitik*, et étant déterminée par le besoin d'une plus grande sécurité. Avant la guerre, plusieurs changements remettent en question l'équilibre établi suite à la guerre de 1948 entre Israël et les pays arabes frontaliers.

D'une part, le comportement et les décisions prises par l'Égypte sont une démonstration de la croissance de la puissance égyptienne : le régime nassérien tente de démontrer sa puissance régionale et de l'augmenter en provoquant une guerre contre Israël⁴⁹. D'autre part, le 4 novembre 1967, l'Égypte et la Syrie signent un accord de défense, concrétisant une alliance contre Israël. Selon cet accord, une attaque armée contre l'un des deux pays serait considérée comme une attaque contre les deux⁵⁰. Cet accord de soutien garanti de l'Égypte a réconforté la Syrie, qui a continué à escalader les offensives sur la frontière commune avec Israël. Ses plans pour des attaques frontalières fréquentes, et son alliance avec l'Égypte sont également des moyens d'augmenter sa sécurité et sa puissance face à Israël. La guerre de 1967 peut donc être interprétée comme une transformation de l'équilibre régional des puissances qui permet à la Syrie d'envisager des attaques contre Israël dans l'optique d'augmenter sa puissance et sa sécurité en récupérant des territoires de ses voisins.

En tant que théorie de comportement de l'État, ce niveau d'explication présente de graves lacunes. Les fins d'un État ne sont pas adéquatement examinées. « L'intérêt de l'État » est présumé universel et fixe, déterminé selon un processus de décision rationnel, sans

⁴⁸ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 115.

⁴⁹ Laura James, « Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six Day War », *MERIA* 9, no. 2, June 2005, 23. Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 103.

⁵⁰ Richard B. Parker, « The June 1967 War : Mysteries Explored », *Middle East Journal* 46,2 (1992), 177.

référence à la réalité et à l'évolution des conditions environnementales⁵¹. De plus, la qualité relationnelle de la puissance en tant que capacité est ignorée : la différence entre la puissance en tant que moyen, et la puissance en tant qu'objectif n'est pas prise en compte⁵². En décrivant la politique étrangère sur la base de la recherche permanente de la puissance, « la réalité est transformée en théorie normative, et les lignes entre les deux sont irrémédiablement brouillées⁵³. » De plus, ces approches négligent une multitude de variables politiques, telles que les procédures bureaucratiques, les décisions politiques, les conséquences de politiques précédentes. Comme Cohen le soutient, la guerre de 1967 n'était pas prévue, et est souvent expliquée en termes de mauvais calculs et perceptions des différents États impliqués⁵⁴. Le niveau systémique est donc insuffisant pour éclairer les raisons de l'éclatement du conflit.

B. Niveau Domestique

Le niveau domestique, basé sur une approche compréhensive et descriptive d'un pays, tente d'expliquer la politique étrangère par une agrégation de déterminants domestiques tels que l'organisation d'un pays, sa situation socio-économique, le régime en place et sa structure, la place de la société civile,... Le niveau d'explication domestique permet d'élaborer sur les fins sociales d'un État, sur ce que les États cherchent à faire à part survivre, mais également de mieux comprendre pourquoi les États réagissent différemment face à des stimuli similaires⁵⁵.

⁵¹ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 76.

⁵² Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 76.

⁵³ *Ibid*, 76-77

⁵⁴ Avner Cohen, « Cairo, Dimona, and the June 1967 War », *The Middle East Journal* 50,2 (1996), 191.

⁵⁵ James D. Fearon, « Domestic Politics, Foreign Policy, and Theories of International Relations », *Annual Review of Political Science* 1 (1998), 297.

On peut identifier deux sortes d'explications à ces niveaux : celles portant sur des facteurs internes, et celles portant sur des mécanismes touchant des facteurs internes.

Certains proposent des explications portant sur des facteurs socio-économiques. L'Égypte, la Syrie et Israël sont tous touchés par des récessions économiques importantes, à la fin des années 60, et de ce fait par des mouvements et mécontentements sociaux. Dans un contexte de récession et d'instabilité économique, le malaise social se traduit par un sentiment croissant d'insécurité, mais aussi par une augmentation de la conscience de la société de sa propre vulnérabilité⁵⁶. Surtout dans un contexte de conflit tenace, la peur pour sa propre sécurité conduit à une perception erronée des actions et intentions de l'ennemi⁵⁷. Cela conduit à des actes extrêmes de dissuasion, et des escalades de violence ; menant à terme, à une guerre. Comme le démontrent Wilkenfeld et al. les conflits domestiques d'Israël, de l'Égypte et de la Syrie jouent un rôle important dans la formulation de la politique étrangère, entre 1949 et 1967⁵⁸.

Pour d'autres, c'est le contexte sociétal, la société civile et les pressions qui en émanent qui sont les causes déterminantes de la politique étrangère. Sprecher démontre que les hostilités entre Israël, la Syrie et l'Égypte augmentent lorsqu'il y a des agitations domestiques en Israël⁵⁹. Selon Doeser, la politique étrangère peut également être expliquée par la structure de la société : les élites, les organisations majeures et les lobbies forment, ou ont une

⁵⁶ Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1441.

⁵⁷ Edward E. Azar, Paul Jureidini, Ronald McLaurin, « Protracted Social Conflict; Theory and Practice in the Middle East », *Journal of Palestine Studies* 8,1 (1978), 50-51.

⁵⁸ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee Lussier, Dale Tahtinen, « Conflict Interactions in the Middle East, 1949-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16, 2 (1972), 150.

⁵⁹ Christopher Sprecher, « The Domestic Determinants of Foreign Policy Behavior in Middle Eastern Enduring Rivals, 1948-1998 », *Foreign Policy Analysis* 1 (2005), 121-141.

influence importante sur la politique étrangère⁶⁰. Prins et Sprecher démontrent que les gouvernements de coalition, dans un système parlementaire, comme en Israël, ont plus tendance à répondre violemment avec de la force, face à des hostilités⁶¹. De plus, Ireland et Gartner soutiennent que les acteurs sociaux ont également la capacité d'imposer des contraintes au gouvernement et de l'empêcher de poursuivre certaines politiques⁶². De ce fait, plus la société civile est active, plus le gouvernement est contraint dans ses politiques.

La nature du régime est aussi proposée en tant que déterminant de la politique étrangère. L'argument de la paix démocratique explique que les démocraties auront moins tendance à déclarer la guerre, en raison de processus démocratiques et de valeurs qui découlent de ce type régime. Les régimes autoritaires auraient des politiques étrangères plus agressives, et auraient plus tendance à entreprendre des politiques étrangères belligérantes⁶³. Levy explique que les États non démocratiques manquent de contraintes institutionnelles ou de responsabilité électorale⁶⁴. Cette approche soutient c'est la nature des régimes autocratiques de l'Égypte et la Syrie qui est la cause première des politiques étrangères agressives envers Israël. Israël aurait donc lancé la guerre pour se protéger. La nature du régime, combinée avec le contexte du conflit tenace exacerbe la situation et les tensions présentes.

Une autre explication est le mécanisme du bouc émissaire (diversionary war theory). Selon cette théorie, un État pourrait entrer en guerre dans le but de rallier une nation divisée, ou de concentrer l'attention de la Nation sur des événements extérieurs, pour éviter des mouvements

⁶⁰ Fredrik Doerer, « Domestic politics and foreign policy change in small states: The fall of the Danish 'footnote policy' », *Cooperation and Conflict* 46 (2011), 222-241.

⁶¹ B.Prins, C. Sprecher, « Institutional Constraints, Political Opposition, and Interstate Dispute Escalation: Evidence from Parliamentary Systems, 1946-1990 », *Journal of Peace Research* 36 (1999), 271-287

⁶² M. Ireland, S. Gartner, « To Fight: Government Type and Conflict Initiation in Parliamentary Systems », *Journal of Conflict Resolution* 45 (2001), 547-568.

⁶³ Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*, (Princeton: Princeton University Press, 1993)

⁶⁴ Jack S. Levy, « Domestic Politics and War », *The Journal of Interdisciplinary History* 18, 4 (1988), 658.

sociaux contre le régime en place⁶⁵. D'après la littérature, cette stratégie est souvent utilisée par des régimes autoritaires, et notamment par certains régimes du Moyen-Orient. Specher et DeRouen montrent qu'il existe une corrélation entre la fréquence des manifestations et mouvements du peuple israélien, et le nombre d'agressions militaires lancées par Israël⁶⁶. Une des explications proposées pour les causes de la guerre de 1967 est que les régimes égyptien, syrien et israélien, ont déclenché une guerre de diversion car le contexte économique, politique était instable, et le malaise social ambiant.

La faiblesse de cette approche est qu'elle ne s'intéresse qu'à la situation domestique d'un pays. Elle ne prend pas en compte le contexte international : les contraintes et dynamiques de l'environnement systémique dans lequel un État évolue à un moment donné. De plus, avec une explication domestique, il est difficile d'expliquer pourquoi des États avec des systèmes domestiques similaires ont des comportements différents dans la sphère de la politique étrangère, et pourquoi des États avec des systèmes différents confrontés à la même situation vont agir de façon semblable⁶⁷. Par exemple, la Syrie et l'Égypte ont des systèmes domestiques similaires : un régime autoritaire, un mode de gestion d'exclusion, une économie étatiste et socialiste, et prônent un nationalisme arabe laïque. L'échec de la guerre de 1967 laisse place dans ces deux pays à des dirigeants aux pratiques similaires : Sadat et Assad. Cependant, après la guerre de 1973, l'Égypte signe un traité de paix avec Israël, et se rapproche des États-Unis. La Syrie, elle, continue ardemment à défendre la Palestine, et à

⁶⁵ Geoffrey Blainey, « The scapegoat theory of international war », *Historical Studies* 15,57 (1971), 75.

⁶⁶ Sprecher Chris, DeRouen Karl, « Israeli Military Actions and Internalization-Externalization Processes », *Journal of Conflict Resolution* 46, 2 (2002), 244-259.

⁶⁷ Gideon Rose, « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics* 51,1 (1998), 148.

recourir à l'aide de l'Union Soviétique⁶⁸. Cette divergence ne peut être expliquée que par la combinaison de facteurs systémiques, domestiques et idiosyncrasiques.

C. Niveau Idiosyncrasique

Le niveau idiosyncrasique prend en compte les dynamiques qui peuvent influencer ou informer la décision d'un dirigeant. Ce niveau prend en compte les dispositions cognitives, psychologiques, et l'expérience des dirigeants d'un pays, mais également des dynamiques nationales telles que les croyances, normes, compréhension, valeurs, et la culture⁶⁹.

Il existe plusieurs approches dans ce niveau idiosyncrasique. La première approche, dite de l'étude des personnalités, considère que les idées et les valeurs sont innées. Face à un fait particulier, ces idées et valeurs forment notre réaction, ou nos actions. Dans l'étude de la politique étrangère, les chercheurs qui étudient la personnalité des dirigeants se concentrent sur leur éducation et leurs antécédents, dans le but d'expliquer une prise de décision. Cette approche explique que c'est à travers différents processus sociétaux de socialisation que les normes sociales domestiques façonnent les comportements des preneurs de décision⁷⁰. Ainsi, un dirigeant peut internaliser des normes à travers plusieurs processus de socialisation : tout d'abord, il internalise les normes et valeurs et façons de se comporter issues de son éducation ; il internalise aussi les normes de la société en tant que citoyen, mais également des normes de comportement plus poussées en tant que politicien.

⁶⁸ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Lynne Rienner Publishers, 2002), 340.

⁶⁹ Michael Brecher, Blema Steinberg and Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13, 1 (1969), 81

⁷⁰ Alexander Wendt, « Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics », *International Organization* 46,2 (1992),399.

Selon la seconde approche, que l'on nommera de psychologie politique, un fait particulier déclenche des perceptions correctes ou non, et celles-ci forment nos actions et réactions face au fait initial. «Ce que les dirigeants voient est largement filtré à travers de multiples filtres de leurs propres psychologies et croyances, également enclins à des limitations cognitives significatives⁷¹ ».

Dans le cas de la guerre de 1967, ce niveau d'explication s'intéresse aux personnes en position de pouvoir pour expliquer la montée en intensité et en violence des provocations. Les dirigeants israéliens David Ben Gurion et Levi Eshkol, considéraient que le plateau du Golan, territoire syrien avant 1967, appartient par droit historique à Eretz Yisraël⁷². De plus, Ben Gurion précise dans ses mémoires qu'il est nécessaire qu'Israël récupère le Jourdain en entier pour son bon développement. De ce fait, les ambitions expansionnistes des dirigeants israéliens seraient soulignées, notamment dû au fait que la guerre de 1967 leur permet de récupérer un nombre de territoires importants, dont le Golan. Dans le cas de l'Égypte, l'aspiration nassérienne d'un monde arabe uni conduit par l'Égypte, explique les actions prises à la veille de la guerre. Ces actions sont une démonstration de la puissance de l'Égypte mais également de sa capacité à conduire et défendre un monde arabe uni, ce qui dans l'imaginaire sociétal égyptien a toujours été la destinée manifeste du pays⁷³.

⁷¹ Jonathan Renshon, « The Theory and Practice of Foreign Policy Decision Making », *Political Psychology* 29, 4, (2008), 509

⁷² Jerome Slater, « Lost Opportunities for *Peace in the Arab-Israeli Conflict*: Israel and Syria, 1948-2001 », *International Security* 27, 1 (2002), 90. Eretz Yisraël signifie "Terre d'Israël" ou "Terre promise", désignant un Grand Israël qui comprend les anciens royaumes d'Israël et de Juda, berceau du peuple juif. La géographie varie selon les passages de la Bible, souvent désignant les territoires de Levant Sud (Israël, territoires palestiniens, Jordanie, et le sud du Liban) et certains territoires Syrien, comme le plateau du Golan, et irakiens.

⁷³ Laura James, « Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six-Day War », *MERIA* 9, 2 (2005), 23.

Daniel Bar Tal, employant une approche constructiviste, s'intéresse à la culture et aux croyances nationales engendrées par le conflit israélo-arabe⁷⁴. Ce conflit influe sur les récits nationaux⁷⁵ et crée une croyance dans un jeu à somme nulle, qui pousse les tensions dans la région à dégénérer en conflit. Pour Michael Oren, également, c'est le contexte du conflit tenace qui est la cause déterminante de la guerre de 1967⁷⁶. La région est plongée dans une multitude de conflits : le conflit international de la guerre froide, un conflit régional entre les régimes arabes progressifs et conservateurs, et le conflit israélo-arabe. Dans un contexte tel, peu est nécessaire pour aggraver les relations entre les pays de la région.

Levy⁷⁷, mais aussi Jervis⁷⁸, qui ont une approche de psychologie politique, s'intéressent aux perceptions qu'un État a de son ennemi. La perception d'un acteur est l'interprétation des événements en fonction de sa propre histoire, qui s'appuie sur des hypothèses quant aux capacités de l'adversaire. Si un agresseur croit que son ennemi est faible, une guerre est plausible. De plus, si un État développe une image hostile d'un autre État, il aura tendance à tout interpréter d'une manière qui soit en accordance avec l'image qu'il en a, créant un conflit.

⁷⁴ Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1430-1453.

⁷⁵ Selon Daniel Bar-Tal, les croyances de la société sont des « cognitions partagées par les membres de la société sur des sujets et des questions qui sont particulièrement préoccupantes pour leur société et qui contribuent à leur sens de l'unicité du pays ». Ces croyances créent un récit national construit socialement qui est basé sur partiellement sur des faits et de ce fait biaisé, avec pour but de créer une image cohérente. Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1430-1453.

⁷⁶ Michael Oren, « The Revelations of 1967: New Research on the Six Day War and Its Lessons for the Contemporary Middle East », *Israel Studies* 10, 2 (2005), 1-14.

⁷⁷ Jack S. Levy, « Misperception and the Causes of War: Theoretical Linkages and Analytical Problems », *World Politics* 36, 1 (1983), 76-99

⁷⁸ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, (Princeton: Princeton University Press, 1976).

C'est le cas de l'Égypte en 1967 qui avait une image d'Israël comme faible et militairement inférieure, mais aussi agressif dans sa politique étrangère⁷⁹. L'élite égyptienne a largement sous-estimé les capacités militaires et stratégiques d'Israël. Cela a engendré le retrait des troupes de l'ONU du Sinaï et la fermeture du Golfe de Tiran à Israël. Ces perceptions erronées ont causé des erreurs de politique étrangère et ont été comprises par Israël comme une déclaration de guerre.

Il existe donc une pléthore de facteurs idiosyncrasiques permettant d'expliquer les déterminants de la politique étrangère. Cependant, ces théories présument un vide en termes de contexte et de pressions domestiques qui est discutable⁸⁰. Les paramètres créés par des facteurs externes qui limitent les décisions, ne sont pas considérés et l'aspect psychologique est trop appuyé au détriment de facteurs contextuels⁸¹. De plus, ces explications touchent à des variables non tangibles, qui sont difficiles à prouver quantitativement.

D. Conclusion

Ces trois niveaux d'analyse apportent tous des explications non négligeables, mais présentent tous aussi de lacunes importantes. Le niveau systémique permet de produire des théories et explications généralisables et prédictives, mais manque de profondeur en n'analysant que les interactions entre différents États, et en les considérant en tant que « boîtes noires ». Le niveau domestique apporte des explications détaillées, propres au contexte d'un

⁷⁹ Laura James, "Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six-Day War," *MERIA* 9, 2 (2005), 23.

⁸⁰ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee, Dale Tahtinen, « Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16,2 (1972), 136.

⁸¹ Michael Brecher, Blema Steinberg, Janice Stein, « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », *The Journal of Conflict Resolution* 13,1 (1969), 81.

État particulier, mais manque de parcimonie. Dernièrement, l'explication idiosyncrasique permet de prendre en compte des dynamiques non tangibles telles que la culture, l'identité, les cognitions, et leur effet sur la prise de décision politique. Cependant, le niveau idiosyncrasique manque également de parcimonie, et s'intéresse à des indicateurs qui restent difficiles à quantifier. Pour avoir la compréhension la plus complète d'un événement, il est important de s'intéresser à ces trois niveaux d'explications et de les combiner. Il est possible d'identifier un déterminant en particulier, mais il n'est important que par le contexte que tous ces niveaux d'explication nous donnent.

De plus, il est important de rappeler que notre étude s'intéresse à des pays touchés par un conflit tenace. Comme l'explique Daniel Bar Tal, un tel conflit a une telle portée qu'il finit par teinter la politique et l'économie, mais aussi toucher profondément la société. La culture et les identités nationales sont modifiées par ce conflit, et façonnées par rapport à lui⁸². De ce fait, il est crucial de prendre en compte le contexte régional/systemique, et culturel pour comprendre les décisions prises au niveau domestique. Mon hypothèse principale suppose que la gestion sociétale du régime en place influe sur le spectre d'options disponibles à un régime en guise de politique étrangère. En d'autres mots, la gestion sociétale de ces trois pays, et son effet sur la prise de décision politique permettent d'expliquer le déclenchement de la guerre de 1967.

⁸² Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1430-1453

Chapitre 2 : Cadre Analytique

Dans le but d'évaluer les conditions qui ont mené à la guerre de 1967, je ferai une étude comparative de l'Égypte, Israël et la Syrie et de ce qui a déterminé leurs décisions respectives d'entrer en guerre. La politique étrangère se base sur une évaluation des environnements internes et externes, et traduit la meilleure décision possible pour le régime et pour le pays, en fonction des ressources disponibles. Cette évaluation faite par les dirigeants est sujette à leurs perceptions du système et des autres pays.

A. Limites temporelles et contextuelles

Le mémoire s'intéressera aux événements survenus dans les années précédant la guerre de 1967. Le but est d'établir une explication complète de ces événements et des conditions qui ont mené à des escalades d'offensives, et éventuellement à la guerre. Nous tiendrons également compte du contexte du conflit tenace israélo-arabe et de son impact sur les États impliqués et leurs sociétés.

B. Méthodologie

Ce mémoire part du principe que l'État est l'acteur principal dans la politique étrangère et que les élites ont tout intérêt à maximiser l'autonomie et la sécurité du régime. Il accepte également le postulat réaliste que l'anarchie internationale suscite chez les États une profonde insécurité et une lutte pour plus de puissance omniprésente. Nous nous intéressons à l'interaction entre des pressions systémiques et des pressions domestiques, la façon dont un régime arrive à équilibrer ces pressions, et comment elles se traduisent en politique étrangère.

Ainsi, nous opterons pour une analyse à deux niveaux, qui nous permet d'étudier l'interaction entre ces dynamiques, et la façon dont les dirigeants équilibrent ces pressions externes et internes. De plus, cela nous permet de comparer et contraster les systèmes domestiques et les décisions de politique étrangère de trois pays différents. Cette étude reposera sur deux approches majeures : le réalisme néo-classique, et la théorie de l'omnibalancing, qui permettent de combler les faiblesses méthodologiques de l'approche domestique.

De plus, la littérature autour de cette guerre, mais également autour de la politique étrangère au Moyen-Orient a tendance à proposer des explications systémiques. Du fait du conflit israélo-arabe, et de la récurrence de guerres violentes, la politique étrangère et la relation entre les pays impliqués dans le conflit sont expliquées selon des principes de *realpolitik* : ce sont le pouvoir et la sécurité qui motivent la prise de décision politique. Ainsi, notre étude permet de mettre en valeur le processus de prise de décision politique, mais aussi des dynamiques domestiques.

1. Réalisme néo-classique

Selon Gideon Rose, le réalisme néo-classique rejette le présupposé réaliste que le seul objectif d'un État est la sécurité, et considère que la politique étrangère est formée par des variables systémiques, mais aussi domestiques et cognitives. Cette approche part du principe que les États répondent aux incertitudes de l'anarchie internationale en cherchant à contrôler et façonner l'environnement externe dans le but d'augmenter leurs capacités relatives et donc

leur survie. Sur le long terme, ce sont des questions de puissance et de ressources matérielles qui façonnent la magnitude et l'ambition des politiques étrangères d'un État⁸³.

Cependant, dans le but de comprendre la façon dont un État interprète et répond à son environnement externe, cette théorie analyse également la manière dont les pressions du système sont traduites au niveau domestique⁸⁴. L'analyse de la puissance d'un État doit également prendre en compte la structure d'un pays parce que ces facteurs affectent la proportion des ressources nationales qui peuvent être allouées à la politique étrangère et de ce fait limitent l'efficacité avec laquelle un État peut répondre à une menace externe⁸⁵. De ce fait, des variables telles que les institutions nationales, la structure de l'élite, la nature des acteurs sociétaux sont considérées dans le but d'expliquer les alternatives et les contraintes présentées aux politiciens pour contrôler l'environnement international⁸⁶. De plus, des variables telles que la perception du système ou les capacités et intentions d'un autre État, le nationalisme ou l'idéologie, sont prises en compte, car elles façonnent les différentes options de politique étrangère disponibles aux dirigeants⁸⁷. Ainsi, le but d'un pays est la sécurité, mais il est important d'étudier son contexte domestique, dans le but de mieux comprendre les choix de politique étrangère. Cette théorie contre donc les critiques majeures faites au réalisme et à son manque de précision et de profondeur. Les explications réalistes cherchent à analyser l'interaction des États à un niveau systémique, et de prédire la façon dont ces États se comportent à l'international. Cependant, le réalisme traite les États en tant que « boîte noire »

⁸³ Gideon Rose, « Review: Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics*, 51.1 (1998), 144-172.

⁸⁴ *Ibid.*, 147.

⁸⁵ Jeffrey W. Taliaferro, « State Building for Future Wars: Neoclassical Realism and the Resource-Extractive State », *Security Studies* 15,3 (2006), 467.

⁸⁶ Gideon Rose, « Review: Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics*, 51.1 (1998), 152.

⁸⁷ Jeffrey W. Taliaferro, « State Building for Future Wars: Neoclassical Realism and the Resource-Extractive State », *Security Studies* 15,3 (2006), 467.

et donc ne permet pas d'expliquer la différence de comportement de deux pays différents. Ainsi, le réalisme néo-classique permet de combiner le réalisme avec des approches domestiques et idiosyncrasiques dans le but d'apporter une explication complète du processus de prise de décision politique.

2. Théorie de l'Omnibalancing

La théorie de l'omnibalancing, développée par Steven R. David, présente une alternative à la théorie de l'équilibre des puissances⁸⁸. L'équilibre des puissances, théorie centrale au réalisme et néo-réalisme, tente d'expliquer les motifs de la formation d'alliances dans un contexte d'anarchie internationale. Les États cherchent à augmenter leur sécurité en augmentant leurs capacités et puissances relatives, ou en s'alliant à d'autres états puissants, s'ils ne peuvent pas augmenter leurs propres capacités.

David soutient que les États du tiers-monde ont des comportements différents : ils doivent contrer des menaces externes, mais aussi internes. Une majorité de pays du Tiers-Monde a été colonisée. Les conséquences de cette colonisation sont importantes : des frontières arbitraires, un manque de conscience nationale qui en découle, l'hétérogénéité des acteurs sociaux, l'absence d'une identité nationale unique qui transcende les cultures de différents groupes⁸⁹. Ainsi, les régimes en place ne représentent souvent qu'un seul groupe puissant, qui tente de se maintenir au pouvoir, face à d'autres. Les régimes sont souvent faibles, et la légitimité de ceux-ci repose sur un étroit soutien. De ce fait, la survie des régimes est continuellement menacée au niveau domestique. Les états du tiers-monde s'alignent de façon à mieux équilibrer les menaces internes et externes. Cette théorie part du principe que le

⁸⁸ Steven R. David, « Explaining Third World Alignment », *World Politics*, 43.2 (1991), 233-256.

⁸⁹ *Ibid*, 239-242.

déterminant le plus important d'un alignement est le besoin de l'élite d'assurer sa survie politique et physique⁹⁰. En d'autres mots, les décisions politiques sont prises en fonction du régime et de son maintien au pouvoir.

3. La dynamique du conflit tenace

La région du Moyen-Orient est touchée par le conflit israélo-arabe, souvent caractérisé de conflit prolongé et tenace, causant des incidents sporadiques violents. Les conflits tenaces sont accompagnés d'importantes dynamiques psychologiques, qui les rendent difficiles à résoudre⁹¹. Bar-Tal avance que ce type de conflit influence l'infrastructure sociopsychologique d'un pays : les mémoires collectives, l'éthos du conflit, et l'orientation collective émotionnelle⁹². Les croyances sociétales évoluent pour présenter un récit biaisé de l'histoire du conflit. Parce que ces récits proposent des hypothèses sur le monde, ils aident à définir la façon dont les groupes devraient agir, et donc à définir le cadre d'opération des régimes en place⁹³. Les récits peuvent également être manipulés par l'élite, à des fins politiques, et donc peuvent contribuer à la dynamique du conflit⁹⁴. Dans un contexte de conflit tenace, l'infrastructure sociopsychologique d'une société remplit une « fonction épistémique » et fournit une explication et une justification au conflit⁹⁵. Elle aide à faire face à la situation, et permet de motiver, solidariser et mobiliser un groupe. « Dans une situation de conflit tenace, le conflit devient pour chaque parti, une arène pour redéfinir les problèmes et les vérités,

⁹⁰ Steven R. David, « Explaining Third World Alignment », *World Politics*, 43.2 (1991), 236.

⁹¹ Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1431.

⁹² *Ibid*, 1431.

⁹³ *Ibid*, 1435.

⁹⁴ *Ibid*, 1443.

⁹⁵ *Ibid*, 1441.

plutôt que le moyen de juger, d'arbitrer et de résoudre⁹⁶ ». Cela résulte en une perpétuation du conflit : le processus de conflit devient la source plutôt que le résultat de politiques⁹⁷.

Ce conflit devient une partie inhérente de la vie de tous les jours. S'en suit une dynamique de dépendance du passé : les décisions politiques prises antérieurement et les stratégies utilisées pour les justifier influent sur les politiques en aval. Le conflit israélo-arabe a provoqué un antagonisme entre les camps qui s'est auto-renforcé à travers les différents événements et les guerres liées à ce premier⁹⁸. Les décisions de politique étrangère ne sont pas prises dans un cadre de décision vide et sans influence, mais plutôt dans le contexte de la politique précédente⁹⁹.

De ces trois théories, nous tirons le cadre analytique suivant. Les théories de l'omnibalancing et le réalisme néo-classique permettent d'étudier l'effet de variables domestiques sur la sphère internationale et vice-versa. Elles sont utiles car elles présentent un cadre analytique qui prend en compte des variables systémiques, domestiques et idiosyncrasiques et donc proposent des explications très complètes. Le réalisme néo-classique nous fournit un cadre qui permet d'analyser l'interaction entre les pressions systémiques et les pressions domestiques et comment ces pressions se traduisent en termes de politiques étrangères. Grâce à cela nous sommes en mesure de comprendre le processus de prise de décision, mais également de pouvoir évaluer les déterminants de la politique étrangère. L'omnibalancing, combiné au réalisme néo-classique permet de renforcer ce concept de

⁹⁶ Edward E. Azar, Paul Jureidini, Ronald McLaurin, « Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East », *Journal of Palestine Studies* 8,1 (1978), 51.

⁹⁷ Edward E. Azar, « Protracted international conflicts: Ten propositions », *International Interactions* », *Empirical and Theoretical Research in International Relations* 12,1 (1985), 61.

⁹⁸ *Ibid*, 61

⁹⁹ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee, Dale Tahtinen, « Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16,2 (1972), 136.

menace double (interne et externe) et donc d'insister sur l'importance de la politique interne dans la prise de décision politique. Dernièrement, la résurgence du conflit, une caractéristique importante des conflits tenaces, prouve que les événements sont profondément « enracinés dans les vies et les essences ontologiques des personnes concernées¹⁰⁰ ». Le conflit est susceptible d'éclater de nouveau lors de changements, que ce soit au niveau de la balance de pouvoir, des élites au pouvoir, ou de certaines conditions économiques et politiques importantes¹⁰¹. De ce fait, le conflit tenace est une dynamique importante qui teinte toute décision de politique étrangère.

C. Cadre Analytique

Dans cette partie, nous allons développer le cadre analytique qui sera appliqué dans l'étude de cas, dans le but de tester notre hypothèse. Nous allons chercher à développer le mécanisme qui lie le mode de gestion sociétal à la prise de décision politique.

1. La politique interne

Un régime administre une société qui est un mélange d'organisations sociales et d'acteurs sociaux, dans laquelle il existe une lutte active pour le contrôle des ressources et du pouvoir¹⁰². Les acteurs sociaux, qui sont hétérogènes, ainsi que le régime, ont des préférences qu'ils cherchent à maximiser. Un régime a deux priorités : se maintenir au pouvoir et assurer la sécurité nationale. Pour arriver à cela, un régime opte pour un certain mode de gestion

¹⁰⁰ Edward E. Azar, « Protracted International Conflicts: Ten Propositions, International Interactions », *Empirical and Theoretical Research in International Relations* 12,1 (1985), 60.

¹⁰¹ Michael Brecher, Patrick James, « Patterns of Crisis Management », *The Journal of Conflict Resolution* 32,3 (1988), 432.

¹⁰² Joel S. Migdal, « Vision and Practice: The Leader, the State, and the Transformation of Society », *International Political Science review* 9, 1 (1988), 24.

sociétale. La gestion sociétale correspond aux stratégies utilisées par un gouvernement pour régir son système domestique et mobiliser les ressources disponibles au pays. Un régime peut opter pour deux modes de gestion sociétale, chacun à des degrés différents : l'inclusion ou l'exclusion. Le mode de gestion sociétale définit les contours et les conditions selon lesquels les acteurs sociaux interagissent¹⁰³.

1.1 Mode de gestion d'inclusion

La gestion dite d'inclusion implique tous les acteurs de la société, de façon proactive, dans la participation politique et sociétale. Un régime opérant un mode de gestion d'inclusion doit représenter les intérêts des différents acteurs sociaux, et les prendre en compte dans la formulation de politiques¹⁰⁴. La société civile est vibrante et les acteurs sociaux sont activement encouragés à participer en politique comme en société. Les stratégies de gestion d'inclusion permettent de diminuer les possibilités de changement révolutionnaire. L'inclusion est essentielle pour les démocraties, car elle minimise l'inégalité, soutient la légitimité et nourrit la stabilité d'un pays¹⁰⁵. Les stratégies d'inclusion, utilisées par les régimes dans le but d'encourager la participation aux différents processus sociétaux et politiques, sont variées et multiples. La mise en place d'un système de protection sociale, ouvert à tous, est une stratégie d'inclusion. Un système d'aide aux catégories sociales désavantagées, ou un système de taxation progressif, en fonction du revenu, sont des stratégies d'inclusion : elles sont appliquées à tous, sans discrimination. Les ressources sont utilisées de façon à accroître le bien-être de la société et des civils.

¹⁰³ Imad Mansour, *The Domestic Sources of Regional Orders: Explaining Instability in the Middle East*, Thèse de Doctorat., Canada: Université McGill, 2009, 43.

¹⁰⁴ *Ibid.*, 2.

¹⁰⁵ Yael Yishai, « Civil Society in Transition: Interest Politics in Israel », *AAPSS* 555 (1998), 148.

1.2 Mode de gestion d'exclusion

La gestion dite d'exclusion marginalise certains groupes ciblés, et dans certains cas une grande majorité de groupes sociaux. La participation politique est limitée et la société civile étouffée, dans le but de limiter de potentiels groupes d'opposition qui pourraient déstabiliser le régime en place. Un tel mode de gestion demande un système de contrôle important, pour assurer la stabilité du régime. Ce mode de gestion permet à des groupes non légitimes ou non représentatifs de la société en entier de se maintenir au pouvoir, sans rencontrer d'obstruction de la part de groupes d'opposition¹⁰⁶. Cependant, aucun régime ne peut se maintenir au pouvoir sans avoir un certain soutien d'une partie de la société. Par conséquent, ce mode de gestion est fait de manière à impliquer sélectivement certains acteurs et groupes dans le but de trouver un minimum de soutien.

Comme nous le verrons plus bas, il est possible pour un régime de combiner ces modes de gestion. Par exemple, un régime optant pour un mode d'exclusion peut avoir recours à des stratégies d'inclusion ciblées dans le but de s'assurer une base de soutien et une source de légitimité. Dans ce cas, les stratégies d'inclusion font partie des ressources symboliques déployées par le régime pour assurer sa survie et sa légitimité.

2. Impact du mode de gestion sur la politique étrangère

Un régime a à sa disposition des ressources, dits instruments, qui lui permettent de fonctionner et de se maintenir au pouvoir, mais aussi de régir et assurer la survie du pays. Ces ressources peuvent être matérielles : économiques, financières, naturelles (comme le pétrole ou l'eau), humaines, mais aussi symboliques : idéologie, culture et identité nationale,... Ces

¹⁰⁶ Yael Yishai, « Civil Society in Transition: Interest Politics in Israel », *AAPSS* 555 (1998), 148.

instruments sont utilisés de façon interne, pour le maintien du régime en place, mais aussi de façon externe, dans le but de protéger le pays des menaces extérieures.

2.1 Ressources matérielles

Les ressources matérielles incluent tous les instruments tangibles disponibles au régime pour administrer son pays. Nous partons de la supposition qu'un régime a une quantité fixe de ressources disponibles à répartir entre la politique interne et externe. Toute quantité de ressources attribuée à la politique interne ne pourra être utilisée pour la politique externe.

Un mode de gestion d'exclusion demande un important contrôle dans le but d'assurer la stabilité de la société. Ce type de régime doit s'assurer, pour sa survie, que les groupes d'opposition n'aient ni les capacités, ni la fenêtre d'opportunité pour déstabiliser le statu quo domestique et renverser le régime. De ce fait, un régime utilisant un tel mode de gestion doit octroyer une quantité importante de ressources matérielles à sa politique interne. Confronté à un défi externe, ce régime se trouve limité par la quantité de ressources non utilisées qui lui sont disponibles pour répondre à ces défis. De plus, en réduisant la quantité de ressources attribuées à la politique interne pour répondre à un défi externe, ces régimes risquent de donner une opportunité à l'opposition de se mobiliser et de déstabiliser le statu quo domestique. Ainsi, un régime utilisant un mode de gestion d'exclusion se retrouve limité dans ses options de politique étrangère par les ressources qui lui sont disponibles¹⁰⁷.

Un mode de gestion d'inclusion exige une distribution et une utilisation de ressources différente, et moins contraignante. L'inclusion de tous les groupes et acteurs sociétaux permet de réduire considérablement les menaces internes au régime. Ce mode de gestion assure la

¹⁰⁷ Imad Mansour, *The Domestic Sources of Regional Orders: Explaining Instability in the Middle East*, Thèse de Doctorat., Canada: Université McGill, 2009, 28.

liberté aux groupes et acteurs sociétaux de s'organiser comme ils l'entendent. Les ressources ne sont pas utilisées pour le contrôle de la société, mais pour le développement de celle-ci et du bien-être civil. Ainsi, ce mode de gestion permet, à moindre risque pour la survie et la stabilité du pays, de réduire la quantité de ressources utilisées au niveau domestique pour les utiliser au niveau domestique. Les régimes optant pour un tel mode de gestion sont donc en mesure de mieux mobiliser leurs ressources dans un contexte de menaces extérieures, et mieux disposés à engager des politiques de réponse appropriées¹⁰⁸.

2.2 Ressources symboliques

Un régime utilise également des ressources symboliques pour assurer sa légitimité, qui est un facteur primordial pour sa survie. La légitimité n'est pas une propriété permanente ou naturelle, c'est un processus en constante construction qui demande un effort continu de la part du régime¹⁰⁹. Ces ressources symboliques sont utilisées dans le but de rallier la population derrière le régime en place. Ce sont tous les instruments symboliques mis en place, pour justifier les pratiques d'un régime, même si celui-ci a des tendances autocratiques et opère selon un mode d'exclusion. Elles peuvent correspondre à une idéologie ou une culture nationale, à des valeurs et identités communes, au charisme d'un dirigeant, à un ennemi... Par exemple, un régime qui utilise un mode de gestion d'exclusion peut adopter un rôle de gardien et pourvoyeur, en protégeant ses citoyens et en leur accordant différents services et biens économiques. Aussi, un régime utilisant des pratiques d'exclusion peut concevoir une identité

¹⁰⁸ Imad Mansour, *The Domestic Sources of Regional Orders: Explaining Instability in the Middle East*, Thèse de Doctorat, Canada: Université McGill, 2009, 28.

¹⁰⁹ Bruce Gilley, « The meaning and measure of state legitimacy: result for 72 countries », *European Journal of Political Research* 45 (2006), 509.

nationale, ou certaines valeurs, derrière lesquelles le pays s'unira¹¹⁰. Ces ressources symboliques sont tout aussi importantes que les ressources matérielles pour la stabilité de tout régime.

Les ressources symboliques peuvent cependant limiter un régime dans sa politique étrangère¹¹¹. Si certaines valeurs, ou identités sont utilisées pour justifier certaines pratiques gouvernementales, le régime ne pourra pas aller à l'encontre de celles-ci dans sa politique étrangère, car sa légitimité en dépend. Le régime sera contraint de respecter les ressources symboliques qu'il a mises en place. Par exemple, le contexte du conflit israélo-arabe a été utilisé à des fins symboliques pour justifier et expliquer un nombre important de pratiques autocratiques et de politiques dans certains pays du Moyen-Orient¹¹². Comme l'explique Bar-Tal, l'infrastructure sociopsychologique est affectée par le conflit, mais aussi contrôlée par des mécanismes sociétaux mis en place par les dirigeants pour justifier leurs pratiques domestiques¹¹³. Cette infrastructure est maintenue à travers les matériaux éducatifs, les produits culturels tels que les livres et programmes de télévision, les discours publics, mais également à travers la censure et la délégitimation d'autres sources d'information par le régime. L'infrastructure sociopsychologique devient donc institutionnalisée. Face à une attitude agressive de la part d'un ennemi, le régime en place ne pourra que répondre agressivement pour éviter des mouvements sociaux qui pourraient le déstabiliser.

En conclusion, pour un régime optant pour un mode d'exclusion, les ressources matérielles lui permettent de mettre en place, maintenir et contrôler un tel système. Les

¹¹⁰ Yael Yishai, « Civil Society in Transition: Interest Politics in Israel », *AAPSS* 555 (1998), 148.

¹¹¹ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Lynne Rienner Publishers, 2002), 16.

¹¹² Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1442.

¹¹³ *Ibid*, 1446.

ressources symboliques permettent de légitimer et justifier les pratiques de ce régime. En cas de défi externe, le mode de gestion sociétal contraint les options de politique étrangère, en termes de ressources disponibles. De ce fait, rationnellement, un régime ayant des pratiques d'exclusion devrait éviter toute forme de conflit armé. Cependant, la question de la légitimité d'un régime peut le pousser à entrer dans un conflit armé, ou à formuler des politiques étrangères agressives. Si le défi externe touche à certaines des ressources symboliques utilisées, le régime se verra contraint d'agir, même s'il manque de ressources, car sa légitimité et donc sa survie sont en jeu.

Un régime optant pour un mode de gestion d'inclusion, sera moins contraint dans la formulation de sa politique étrangère par la disponibilité des ressources matérielles. Ainsi, plus d'options de politique étrangère seront disponibles. Cependant, la dynamique des ressources symboliques reste importante. Si le défi externe touche à certaines des ressources symboliques utilisées par le régime, il se verra forcé de répondre.

D. Indicateurs

Afin de comprendre les conditions qui ont mené à la guerre de 1967, et de vérifier l'hypothèse centrale, il nous faut donc établir un lien entre la gestion sociétale et la politique étrangère.

1. Mode de gestion sociétale

Nous regarderons tout d'abord les stratégies de gestion de la société dans le but d'établir si elles ont tendance à l'inclusion ou à l'exclusion. Pour ce faire, nous étudierons tout d'abord la société civile et sa place dans ces trois pays. Nous appelons société civile la sphère de la vie

sociale qui comprend tous les groupes et organisations qui sont indépendants du gouvernement. Nous regarderons les lois qui touchent à celle-ci, la structure de la scène politique comme le nombre de partis, et la composition du soutien au régime. Ces indicateurs permettent de comprendre les stratégies de gestion mises en place par le régime pour administrer le pays, mais aussi dans le but de maintenir sa position au pouvoir.

2. Ressources matérielles

En un deuxième temps, nous analyserons les ressources matérielles utilisées par ces régimes pour réaliser et maintenir ces stratégies. Nous évaluerons la base économique et le PIB de ces pays pour se rendre compte de la situation économique, mais aussi dans le but d'établir si leur économie leur permet de soutenir le mode de gestion sociétal pour lequel le régime a opté. De plus, nous regarderons également les dépenses publiques, qui correspondent aux ressources matérielles attribuées par l'État à sa société. Ces dépenses publiques pourront nous éclairer sur la façon dont les régimes répartissent et utilisent leurs ressources au niveau domestique. En fonction de son mode de gestion, un régime utilisera et répartira ses ressources différemment : une gestion d'exclusion nécessitera des ressources pour assurer un contrôle sociétal, alors qu'une gestion d'inclusion nécessitera des ressources pour assurer la participation de ses citoyens, et pour développer la société civile. Ces indicateurs permettent de déterminer les ressources matérielles disponibles au régime et la façon dont elles sont utilisées par celui-ci. Dernièrement, nous évaluerons également l'aide étrangère apportée à ces pays dans le but de comprendre la proportion de celle-ci dans l'économie du pays en question. Ces indicateurs permettent de concevoir les ressources matérielles disponibles à un régime et si leur utilisation domestique contraint les options de politique étrangère disponibles.

3. Ressources symboliques

Dernièrement, nous examinerons les ressources symboliques mises en place par les régimes pour assurer leur légitimité et leur stabilité. La mesure de la légitimité est traditionnellement abordée d'une façon « objective », en examinant les propriétés formelles des institutions domestiques¹¹⁴. Cependant, cette approche est problématique, car selon elle seuls les régimes avec des pratiques démocratiques peuvent être légitimes. Cette approche se concentre sur la structure formelle et sur des processus globaux sans reconnaître l'importance d'observer des aspects plus subjectifs d'un système politique¹¹⁵. La stabilité de régimes autocratiques au Moyen-Orient laisse supposer qu'il peut y avoir d'autres sources de légitimité qui ne proviennent pas de ses institutions ou de sa nature. Comme l'explique Shulman, « l'influence du public de masse vient de sa capacité à menacer le régime en place avec des vagues de protestation, des mouvements et manifestations civiles anti-régime, mais aussi le renversement populaire de celui-ci¹¹⁶ ». De ce fait, l'opinion publique est une variable importante à la légitimité d'un régime. Nous utiliserons une perspective « subjective » en examinant trois indicateurs : la légitimité de performance, la popularité du régime et de ses dirigeants, et un cadre commun de croyances entre le régime et ses citoyens¹¹⁷. Cette approche repose sur une compréhension de la légitimité en tant que reconnaissance et acceptation normative du pouvoir détenu par l'État. La légitimité de performance correspond au soutien provenant des résultats des prestations du gouvernement envers la société. Par exemple, une forte économie, un système de protection sociale avantageux, soit, des stratégies d'inclusion

¹¹⁴ M. Stephen Weatherford, « Measuring Political Legitimacy », *The American Political Science Review* 86,1 (1992), 150.

¹¹⁵ *Ibid.*, 150.

¹¹⁶ Debra Shulman, *Regime strategy and foreign policy in autocracies: Egypt, Jordan and Syria in the Gulf Wars*, Ph.D, USA, Yale University: 2008, 22.

¹¹⁷ Bruce Gilley, « The meaning and measure of state legitimacy: result for 72 countries », *European Journal of Political Research* 45 (2006), 502-505.

économiques sont des sources de légitimité de performance. La popularité du régime peut également être une source de légitimité, malgré des pratiques politiques non démocratiques. Un cadre commun de croyances entre le régime et les citoyens correspond aux raisons morales données par un État pour justifier sa façon d'exercer son pouvoir. La légitimité provient d'un contrat social vertical de principes moraux et croyances communes entre l'État et les citoyens¹¹⁸. Comme il est difficile de quantifier ces indicateurs, nous utiliserons une analyse descriptive pour nous rendre compte des ressources symboliques déployées par chaque régime.

En conclusion, un gouvernement a à sa disposition des ressources matérielles et symboliques pour régir sa société et assurer sa sécurité domestique et internationale. Les ressources matérielles et symboliques mises en place par un régime pour administrer la société peuvent limiter ou influencer ses choix de politique étrangère. Les ressources matérielles sont utilisées comme instrument par le régime pour pouvoir maintenir le mode de gestion pour lequel il a opté. Les ressources symboliques permettent de légitimer les pratiques, mais aussi l'existence d'un régime particulier, quel que soit le mode de gestion utilisé.

Les modes de gestion d'inclusion et d'exclusion demandent une utilisation et une application des ressources matérielles et symboliques différentes. Le régime opérant un mode de gestion d'exclusion utilisera ses ressources dans le but de contrôler et d'assurer la stabilité du système domestique. Le régime opérant un mode de gestion d'inclusion utilisera ses ressources pour encourager la participation sociale et politique de ses citoyens, mais aussi pour pourvoir des bénéfices civils.

¹¹⁸ Bruce Gilley, « The meaning and measure of state legitimacy: result for 72 countries », *European Journal of Political Research* 45 (2006), 502.

Face à un environnement conflictuel externe, un régime se doit de formuler une politique étrangère dans le but de le contrer. Un régime opérant un mode de gestion d'exclusion se verra contraint dans la formulation de sa politique étrangère en termes de ressources matérielles. Comme son mode de gestion nécessite un contrôle important, ce régime pourra difficilement réduire son contrôle pour mobiliser des ressources sur le front international, car il risquerait de présenter une fenêtre d'opportunité aux groupes d'oppositions. Ainsi, il sera limité dans ses options de politique étrangère par les ressources matérielles disponibles. Un régime opérant un mode de gestion d'inclusion n'a pas besoin d'autant de contrôle, et donc applique ses ressources différemment. Il pourra plus facilement mobiliser des ressources pour répondre adéquatement au défi, et si besoin est, réduire l'utilisation de ressources au niveau interne pour les utiliser au niveau externe. Ainsi, un régime opérant un mode de gestion d'inclusion sera moins contraint. En revanche, si un défi externe touche aux ressources symboliques utilisées, un régime se verra contraint de répondre pour conserver sa légitimité et éviter des mouvements sociaux qui pourraient le déstabiliser, quel que soit son mode de gestion sociétale.

Chapitre 3 : Étude de cas

Dans cette partie, nous analyserons tout d'abord le contexte régional dans le but de comprendre toutes les dynamiques qui ont contribué au début de cette guerre. Dans une seconde partie, nous étudierons les cas de l'Égypte, Israël et la Syrie. Nous établirons une explication en profondeur des modes de gestion sociétale de ces pays, et tenterons de montrer la façon dont ces modes de gestion ont contraint ces pays à entrer en guerre.

A. Contextualisation

La politique étrangère d'un pays est le « produit d'une interaction entre les besoins intérieurs de l'État et le système étatique dans lequel il opère¹¹⁹ ». Cette politique résulte de la perception qu'ont les dirigeants à la fois du système international et domestique. Comme nous l'avons vu, la région du Moyen-Orient est unique par ses dynamiques et son histoire, et opère dans un contexte régional particulier. Afin de comprendre le déclenchement de la guerre de 1967, nous allons tout d'abord explorer le contexte régional.

1. Une région en conflit

La région du Moyen-Orient est touchée par un important conflit : le conflit israélo-arabe. Il existe deux dimensions à ce conflit : la dimension israélo-palestinienne et la dimension israélo-arabe. Le conflit trouve son origine au 19^{ème} siècle, lorsque le mouvement sioniste pense à construire une nation pour le peuple juif en Palestine. Le conflit entre les peuples juif

¹¹⁹ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder: London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 18.

et palestinien est donc un conflit de territoire : il n'y a qu'une seule terre pour deux peuples¹²⁰. Après la création de l'État d'Israël en 1948, le conflit intercommunal devient un conflit interétatique : les états arabes avoisinants s'engagent à défendre le peuple palestinien dépossédé de ses terres, considérant l'État d'Israël comme illégal, agressif et expansionniste. Pour les Israéliens, le conflit provient du rejet par les peuples arabes de l'État d'Israël et de sa souveraineté¹²¹. Le début du conflit est donc un problème de territoire : deux nations réclament un même territoire. L'intervention des pays arabes, au nom de la cause palestinienne, complique encore plus le conflit et sa résolution : le conflit devient régional, et des pays externes à la région tels que les États-Unis, l'Union Soviétique s'y impliquent. Aujourd'hui, loin d'une résolution, ce conflit est considéré comme un conflit tenace.

2. Un conflit tenace et prolongé

Le conflit israélo-arabe est souvent caractérisé de conflit tenace ou prolongé. « Un conflit tenace est une série d'interactions hostiles qui s'étend sur de longues périodes de temps avec des flambées sporadiques de violence, et avec des fluctuations en termes de fréquence et d'intensité¹²² ». Un conflit tenace est premièrement caractérisé par sa durée : il persiste sur au moins une génération¹²³. Cela génère une accumulation d'animosité et d'hostilité contre l'ennemi, et produit au moins une génération qui ne connaît que la réalité et les récits nationaux formés par ce conflit. Un conflit tenace est également caractérisé par sa violence, et par une fluctuation en intensité et en fréquence d'interaction. C'est un conflit total qui

¹²⁰ Avi Shlaim, « The Middle East: The Origins of Arab-Israeli Wars », in Ngiare Woods, ed., *Explaining International Relations since 1945*, (Oxford: Oxford University Press, 1996), 220.

¹²¹ *Ibid*, 221

¹²² Edward E. Azar, Paul Jureidini, Ronald McLaurin, « Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East », *Journal of Palestine Studies* 8, 1 (1978), 50.

¹²³ *Ibid*, 42.

mobilise la société en entier, et qui demande des investissements matériels et psychologiques totaux. L'animosité du conflit a pour effet un « spill-over » : le conflit se propage à l'ensemble de la société, et englobe un large nombre de questions et de secteurs¹²⁴. Le conflit israélo-arabe est donc un processus d'hostilités ouvertes continues, produisant des récits nationaux propres à chaque pays et certaines circonstances qui autoalimentent le conflit et le rendent particulièrement difficile à résoudre¹²⁵.

La région du Moyen-Orient est touchée et s'est développée à travers d'importants conflits et de nombreuses rivalités. Avec le temps, le conflit insoluble s'est étendu, d'un conflit entre deux peuples à un conflit régional, touchant les organisations et le développement des pays impliqués. Dans un tel contexte, la peur pour sa propre sécurité conduit à des perceptions erronées des actions et intentions de l'ennemi¹²⁶. La compréhension de cette dynamique est cruciale pour pouvoir examiner la politique étrangère des pays de la région.

B. Étude de cas

La guerre des six jours, du 5 juin au 10 juin 1967, opposa l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. L'attaque préventive d'Israël le 5 juin, contre ses voisins arabes déclenche cette guerre. En six jours, Israël prouve sa supériorité militaire en écrasant les armées égyptienne, syrienne, jordanienne et iraquienne. En 1966-1967, les tensions entre Israël et ses voisins arabes s'accroissent brusquement, en partie à cause d'un conflit autour de l'accès à l'eau du Jourdain. Face à ces tensions, un pacte commun de défense est signé entre l'Égypte et

¹²⁴ Edward E. Azar, Paul Jureidini, Ronald McLaurin, « Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East », *Journal of Palestine Studies* 8,1, (1978), 53

¹²⁵ *Ibid*, 43.

¹²⁶ *Ibid*, 51.

la Syrie en 1966. Alors que les tensions s'accroissent, Nasser met en place un nombre de mesures décisives : l'expulsion des troupes des Nations Unies du Sinaï le 14 mai, la fermeture du détroit de Tiran aux expéditions et cargaisons israéliennes, et la réoccupation de Charm el-Cheikh. Face à cela, Israël lance une attaque subite le 5 juin 1967, écrasant l'aviation égyptienne en quelques heures, et gagne la guerre en 6 jours. (Voir Annexe 2.)

1. L'Égypte

Le coup de 1952, mené par les Officiers Libres contre la monarchie égyptienne, donne naissance à l'Égypte contemporaine. L'Égypte des années 1950-60, sous la direction de Nasser, est une Égypte forte, qui s'impose comme puissance hégémonique régionale, et est le seul État arabe, politiquement et militairement, à pouvoir rivaliser et se défendre contre Israël¹²⁷.

1.1 Gestion de la société

Société civile

L'Égypte de Nasser est une Égypte entièrement nationalisée, en quête de modernisation. Tous les aspects de la vie politique, économique et sociétale sont contrôlés par le régime.

Le régime contrôle de près le développement de la société civile et des groupes d'opposition. En 1956, un décret dissout toutes les associations, y compris les partis politiques et charités et les oblige à refaire une demande de licence. Toutes les associations sont filtrées et seules celles qui sont avantageuses au régime et à sa stabilité sont réadmissibles. En 1964, la Loi 32 est passée : elle donne le pouvoir au Ministère des Affaires Sociales et aux

¹²⁷ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 92.

gouvernements locaux d'autoriser, réguler, surveiller et dissoudre les associations volontaires¹²⁸. Spécifiquement, les associations ne peuvent entreprendre des actes politiques ou des actes à l'encontre de la République.

Les institutions majeures de la société civile, qui comprennent le système éducatif, les institutions religieuses, la presse et toutes sortes de groupes sociaux culturels et d'associations sont contrôlées¹²⁹. La presse est nationalisée et contrôlée en 1961. En 1962, toutes les banques, l'industrie lourde, les assurances et les autres entreprises clés passent également sous la tutelle de l'État. Le secteur privé ne contrôle plus que 20 % de l'industrie en 1963¹³⁰. Une série de lois est passée pour limiter le pouvoir et la fortune de classes d'élite industriels, financiers, et commerciaux. L'aristocratie féodale est également affaiblie des lois cherchant à limiter la taille des exploitations agricoles en redistribuant leurs terres.

En 1957, l'Union Nationale, parti dirigé par Nasser, devient le seul parti politique autorisé. Les coups successifs du régime contre ses rivaux politiques, notamment les Frères Musulmans, ont diminué le pouvoir des groupes de pression et d'opposition en les rendant presque inexistantes : les partis politiques sont dissous et deviennent illégaux, les élites politiques sont emprisonnées ou dépouillées de leurs droits politiques¹³¹. Nasser crée un

¹²⁸ Sami Zubaida, « Islam, the State and Democracy: Contrasting Conceptions of Society in Egypt », *Middle East Report* 179 (1992), 4. Cette loi ne s'applique pas aux syndicats ou partis politiques, auxquels d'autres lois similaires s'appliquent. Voici des exemples d'associations volontaires : associations de développement de la communauté, charités, clubs sportifs, sociétés d'arts et de musique, groupes de pression politique tels que les associations de droits de l'homme...

¹²⁹ Kirk Beattie, *Egypt during the Nasser years: Ideology, Politics and Civil Society*, (Boulder: Westview Press, 1994), 8

¹³⁰ Peter Johnson, « Egypt Under Nasser », *MERIP Reports* 10 (1972), 8.

¹³¹ Adeed I. Dawisha, *Egypt in the Arab World: The Elements of Foreign Policy*, (London: Macmillan, 1976), 92.

régime bureaucratique autoritaire, dominé par le président, avec un parlement et une branche judiciaire subordonnés au pouvoir exécutif¹³².

Base de soutien

Le soutien du régime nassérien provient majoritairement des classes ouvrières qui se voient avantagées par des réformes, mais aussi de la nouvelle bureaucratie, des nouvelles élites et de l'armée¹³³. Une série de lois est passée entre 1960-65 qui favorise les classes ouvrières dans le but d'obtenir un soutien populiste de masse. Par exemple, le gouvernement réduit les heures de travail pour les travailleurs industriels à 42 heures par semaine et double le salaire minimal à 25 piastres par jour pendant que les prix sont maintenus sous un contrôle strict en 1962. Une autre loi établit que 25 % des profits nets d'une entreprise doivent être distribués aux salariés et ouvriers. Une série de lois similaires ont été passées dans le secteur agricole¹³⁴. La nouvelle Constitution de 1964 prévoit des soins de santé universels, la disposition de logements, la construction d'établissements professionnels, l'agrandissement du canal du Suez, l'expansion des droits des femmes, et le développement d'un programme de planification familiale.

En conclusion, le régime nassérien opte pour une gestion sociétale d'exclusion où les institutions de la société civile sont strictement contrôlées et l'opposition politique étouffée, mais également pour une politique d'inclusion économique ciblée. Ainsi, la base de soutien est large puisqu'elle est composée des classes ouvrières et agricoles, et d'une nouvelle élite.

¹³² Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 97.

¹³³ Adeed I. Dawisha, *Egypt in the Arab World: The Elements of Foreign Policy*, (London: Macmillan, 1976), 93.

¹³⁴ *Ibid*, 93.

1.2 Ressources matérielles

Base économique

Pendant cette période, l'économie égyptienne dépend fortement de l'importation de matières premières, du commerce extérieur et d'aide financière¹³⁵. L'Égypte est pauvre en termes de ressources et de matières premières. À part le revenu venant du Canal du Suez, s'élevant à 291 millions de dollars en 1966, l'économie de l'Égypte reste dépendante d'une seule commodité : le coton¹³⁶. Sur la période de 1960-1967, la forte croissance du PIB est d'environ 7 %¹³⁷. Cependant, sur cette période, l'Égypte connaît un fort taux de croissance de la population : entre 1960-1966, il était de 2.6 %¹³⁸. Cela présente un défi important pour le gouvernement en place qui, pour éviter un mécontentement social et politique, doit investir dans l'infrastructure, les services publics, et les possibilités d'emplois. Cette hausse de croissance augmente également le taux de dépendance¹³⁹. En 1966, la population est d'environ 30 millions et la population active est de 8.4 millions, soit seulement 28 % de la population¹⁴⁰. Ainsi, malgré le fort taux de croissance économique, certaines dynamiques sociétales présentent un défi important pour le régime en place.

¹³⁵ Adeed I. Dawisha, *Egypt in the Arab World: The Elements of Foreign Policy*, (London: Macmillan, 1976), 83.

¹³⁶ *Ibid*, 83.

¹³⁷ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War », *Middle East Journal* 22,2 (1968), 134.

¹³⁸ Khalid Ikram, *The Egyptian Economy, 1952-2000: Performance Policies and Issues*, (London: Routledge, 2005), 86.

¹³⁹ *Ibid*, 95.

¹⁴⁰ *Ibid*, 94.

Dépenses publiques

En termes de dépenses publiques, il est évident qu'énormément de ressources disponibles à l'État ont été investies dans le maintien d'un tel système. Les dépenses publiques ont augmenté de 850 millions de dollars en 1960 à 2.04 milliards de dollars en 1966. Sur la même période, le nombre de fonctionnaires a plus que doublé et la dette publique passe de 119 millions à 595 millions de dollars¹⁴¹. De 1965-1967, l'investissement public représente de 12-15 % de PIB¹⁴². De plus, les dépenses militaires en 1966 représentent 14 % du PIB¹⁴³. Ainsi, la croissance du PIB est importante, mais les dépenses publiques et les dettes sont colossales. De plus, la dynamique de forte croissance de la population est un défi de taille pour le gouvernement. Cependant, l'industrialisation et la modernisation lancées par le régime nassérien dépendent largement de l'investissement de capital étranger¹⁴⁴.

Aide étrangère

L'Union Soviétique a investi 419 millions de dollars de 1962 à 1966 dans l'économie égyptienne, ce qui représente environ un tiers du total des prêts accordés au le gouvernement Égyptien durant cette période¹⁴⁵. Sur la même période, les États-Unis ont prêté 466.5 millions de dollars¹⁴⁶. Ces prêts ont rendu possible la nationalisation totale du pays, mais aussi l'industrialisation du pays. La part de l'aide étrangère dans la formation du capital est

¹⁴¹ Peter Johnson, « Egypt Under Nasser », *MERIP Reports* 10 (1972), 8. Ces chiffres ont été convertis de livres égyptiennes en dollars selon le seuil de la livre de 1960-1975, selon : Helen Chapin Metz, ed. *Egypt: A Country Study*, (Washington: GPO for the Library of Congress, 1990), 170.

¹⁴² Pierre-Richard Agénor, Mustapha Nabli, Tarik Yousef, « Public infrastructure and private investment in the Middle East and North Africa », *World Bank Policy research working paper* 3661 (2005), 32.

¹⁴³ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War », *Middle East Journal* 22,2 (1968), 135.

¹⁴⁴ *Ibid*, 86.

¹⁴⁵ Nazem Abdalla, « The Role of Foreign Capital in Egypt's Economic Development: 1960-1972 », *International Journal of Middle East Studies* 14,1 (1982), 87.

¹⁴⁶ *Ibid*, 89.

d'environ 30% de 1960-1964, et de 15-20% de 1965-1967, ce qui est considérable¹⁴⁷. L'aide étrangère permet au régime nassérien de développer une société entièrement contrôlée, mais également d'être moins contraint en termes de ressources matérielles dans sa politique étrangère.

En conclusion, tout comme la société civile, l'économie est entièrement contrôlée par le régime. Le budget étatique et les dettes sont colossales comparé au PIB de l'Égypte. Cependant, nous avons également vu que l'aide étrangère, apportée notamment par l'URSS, était importante, permettant d'alléger le fardeau du budget de l'État sur l'économie égyptienne. Sans cette aide, l'Égypte aurait été largement contrainte dans sa politique étrangère par le manque de ressources matérielles disponibles.

1.3 Ressources symboliques

Légitimité de performance

Tout d'abord, l'économie égyptienne et l'industrialisation sont largement financées par des rentes externes. Dans un pays non rentier, l'État doit se reposer sur la production de l'économie domestique et utiliser des moyens, dont la taxation, pour obtenir un budget. Dans un pays rentier, ce besoin de compter sur l'économie et sur la population s'efface puisque la rentrée d'argent vient de l'extérieur. De ce fait, le régime peut se permettre des pratiques autoritaires, tant qu'il redistribue une partie des gains de ces rentes comme moyen de légitimation. Dans le cas de l'Égypte, nous avons vu que la Constitution de 1964 apporte des gains sociaux importants tels que les soins de santé universels, des droits pour les femmes, des

¹⁴⁷ Hanaa Kheir-El-Din, « Productivity Performance in Developing Countries. Country Case Studies: Egypt », *UNIDO Working Papers* (2005), 36.

mécanismes de redistribution des terres et des gains industriels... Ainsi, l'Égypte utilise des pratiques ciblées d'inclusion économique pour justifier ses pratiques d'exclusion.

Qui plus est, l'Égypte sous Nasser s'est imposée en tant que première puissance régionale. Elle devient le défenseur de la cause palestinienne en s'opposant systématiquement à Israël et en promettant sécurité et défense à la région¹⁴⁸. La société égyptienne, profondément touchée par le conflit israélo-arabe, soutient le régime nassérien dans ce rôle de première puissance régionale.

Cadre commun de croyances

Par ailleurs, la culture et l'identité ont également été utilisées comme moyen de légitimation. Le régime égyptien a réussi à développer un système « d'hégémonie civile » : il établit le contrôle de l'économie, de la société politique, mais également « une suprématie intellectuelle en créant un bloc idéologique »¹⁴⁹. Nasser adapte les idéologies du panarabisme et du socialisme arabe pour former le nassérisme¹⁵⁰. Le nassérisme vise à un monde arabe socialiste unifié, conduit par l'Égypte. Cette idéologie est formulée vis-à-vis du mouvement sioniste et de l'État d'Israël, avec pour centre la cause palestinienne. Le nassérisme est reçu et suivi avec enthousiasme et permet à l'Égypte de s'imposer en tant que superpuissance de la région, mais aussi à légitimer ses pratiques domestiques¹⁵¹. « La consolidation de l'identité

¹⁴⁸ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 97.

¹⁴⁹ Kirk Beattie, *Egypt during the Nasser years: Ideology, Politics and Civil Society*, (Boulder: Westview Press, 1994), 9.

¹⁵⁰ Le Panarabisme, aussi appelé nationalisme arabe, est un mouvement politique, culturel et idéologique qui vise à la réunification et l'indépendance du monde Arabe, formulée en réaction à la colonisation des pays occidentaux. Le socialisme arabe est une idéologie laïque qui combine le panarabisme et le socialisme. Elle promeut l'unification du monde Arabe, qui nécessite un développement socialiste initial. Source : James G. Mellon, « Pan-Arabism, pan-Islamism and inter-state relations in the Arab World », *Nationalism and Ethnic Politics* 8,4 (2002), 1-15.

¹⁵¹ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 94.

arabe et sa propagation à travers le système éducatif, la presse et le parti unique ont permis au régime de se légitimer face à la puissante opposition du groupe des frères musulmans¹⁵² ». L'hégémonie civile permet un contrôle total de la société tout en créant un ciment social et «des mécanismes de socialisation qui alimentent la confiance et le soutien du régime¹⁵³ ».

Popularité du régime

Dernièrement, le charisme de Nasser et le populisme du régime ont aidé à la légitimation du régime¹⁵⁴. Les réformes socialistes ciblent en grande partie les groupes ouvriers et agricoles en améliorant leurs conditions de travail et de vie, et en redistribuant des richesses et des terres. Ces pratiques d'inclusion économique ont permis de construire une base de soutien de masse. De plus, Nasser est considéré comme la personnification du panarabisme¹⁵⁵. Son charisme a réussi à établir une forte connexion émotionnelle avec le peuple, qui était fier et croyait à l'Égypte en tant que superpuissance.

Pour conclure, Nasser utilise un mode de gestion d'exclusion, mais pratique des stratégies d'inclusion économique. La légitimité du régime nassérien est basée sur sa performance économique, son système social, mais également sa performance en tant que superpuissance régionale. Le charisme et l'idéologie du panarabisme séduisent le peuple égyptien qui soutient en masse le régime nassérien.

2. La Syrie

¹⁵² *Ibid*, 101.

¹⁵³ Kirk Beattie, *Egypt during the Nasser years: Ideology, Politics and Civil Society*, (Boulder: Westview Press, 1994),9.

¹⁵⁴ Eyal Zisser, « Trends in Middle East Politics and their implications for Israel », *Israel Affairs* 12,4 (2006),684.

¹⁵⁵ *Ibid*,684.

Après son indépendance en 1946, la Syrie est fragile, pauvre en ressources énergétiques et vulnérable par sa position géopolitique. Elle se retrouve non protégée par ses frontières naturelles : ses frontières terrestres, à l'exception de la frontière libanaise, sont exposées à des voisins qui ont constitué une menace à sa survie : elle est entourée de l'Iraq, de la Turquie et de son ennemi principal, Israël¹⁵⁶. En raison de frontières artificiellement tracées par le colonialisme, le pays est fragmenté selon des lignes d'identité ethnoreligieuses. Les gouvernements successifs doivent concourir pour la loyauté de ses citoyens avec des identités locales et supraétatiques. Cela entraîne une instabilité domestique importante et des griefs irrédentistes¹⁵⁷. Après une succession de régimes et de coups d'États, le parti Baas prend le pouvoir en 1963.

2.1 Gestion de la société

Le parti Baas prend la direction d'une Syrie faible et instable, avec pour but d'unifier la société derrière une seule identité. Le parti établit un régime autoritaire et populiste d'exclusion, en imposant d'importantes réformes sociétales¹⁵⁸. Six mois après la prise de pouvoir, des dissidences à l'intérieur du parti se créent, concernant la façon de poursuivre l'unité arabe : un nouveau courant néo-Baas prône le besoin d'un développement économique socialiste. Un second coup d'État est porté en 1966, et un régime néo-Baas reprend le pouvoir. La gestion de la société établie par les deux régimes est similaire et en continuité, mais nous nous intéresserons de plus près au régime néo-Baas qui était au pouvoir en 1967.

¹⁵⁶ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 141.

¹⁵⁷ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 142.

¹⁵⁸ Raymond Hinnebusch, « State and Civil Society in Syria », *Middle East Journal* 47,2 (1993), 246.

Société civile

Le régime opte pour une gestion d'exclusion et de contrôle de la société. Il entreprend la nationalisation et le contrôle de l'économie, du secteur privé et public, du commerce et de l'investissement, des sociétés de transport, des banques, et des industries importantes telles que les industries pétrolières. En 1965, 80-90 % des larges industries étaient nationalisées¹⁵⁹.

La société et les institutions de la société civile sont supervisées et contrôlées par le parti Baas. La Syrie est sous loi d'urgence dès 1963, limitant les libertés de la société civile¹⁶⁰. Les institutions d'éducation privées sont abolies, et les institutions publiques sous le contrôle de l'État¹⁶¹. La liberté de la presse, le droit d'assemblée et d'autres droits fondamentaux sont limités et strictement surveillés¹⁶². Les partis politiques d'opposition ne peuvent pas fonctionner ouvertement.

De plus, la société civile et la vie associative sont contrôlées de près. La loi sur les associations 93 de 1958 soumet la création d'entités associatives et politiques au régime¹⁶³. Comme en Égypte, les associations doivent faire une nouvelle demande de licence. Le régime se réserve la discrétion de la distribution de licences, mais aussi la dissolution d'associations et de groupes politiques, réduisant l'activité et l'autonomie de la société civile considérablement.

Base de soutien

Cependant, le parti Baas investit dans l'éducation et la santé publique. Selon le plan de 1960-1965, l'État prévoyait d'investir 2,720 millions de livres syriennes dans le développement de la Syrie, dont 19 % attribués au développement social : santé publique,

¹⁵⁹ John Galvani, « Syria and the Baath Party », *MERIP Reports* 25 (1974), 8.

¹⁶⁰ Farid N, Ghadry, « Syrian Reform: What lies beneath », *Middle East Quarterly* (2005), 63.

¹⁶¹ Joseph Mann, « The Conflict with Israel According to Neo-Ba'ath Doctrine », *Israel Affairs* 13,1 (2007), 116.

¹⁶² Gordon H. Torrey, « The Ba'th Ideology and Practice », *Middle East Journal* 23,4 (1969), 450.

¹⁶³ Elizabeth Picard, « Syrie : La coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique Étrangère* 4 (2005), 753.

éducation, logements, services sociaux et cultures¹⁶⁴. Le gouvernement augmente également l'emploi public, en développant la bureaucratie dans le but d'augmenter le contrôle sur la société, élargissant la classe moyenne fonctionnaire. La modification des lois fiscales et de taxation en faveur des populations dans le besoin, mais aussi des réductions de loyers, permet au parti Baas de développer une base de soutien populaire pour le régime¹⁶⁵.

Les deux régimes Baas entreprennent une révolution d'en haut dans le but de briser le maintien économique de l'oligarchie et de la bourgeoisie¹⁶⁶. Cette révolution détruit la classe dirigeante et l'élite politique, composée de propriétaires fonciers, des commerçants, d'industriels, et les dirigeants d'autres partis. À travers des réformes nationalistes et socialistes, ces régimes gagnent le soutien des paysans et de la classe ouvrière, et créent une nouvelle élite politique composée de politiciens nationalistes et de jeunes officiers de l'armée¹⁶⁷.

2.1 Comportement économique et ressources budgétaires

Base économique

L'économie de la Syrie est basée sur le secteur agricole, les produits principaux étant le blé, l'orge, le coton, les agrumes et les olives¹⁶⁸. L'agriculture représente 29-36 % du revenu national et emploie plus de la moitié de la population active¹⁶⁹. L'industrie est à petite échelle,

¹⁶⁴ Ziad Keilany, « Economic Planning in Syria, 1960-1965: An Evaluation », *The Journal of Developing Areas* 4,3 (1970), 363.

¹⁶⁵ Syed Aziz-al Ahsan, « Economic Policy and Class Structure in Syria: 1958-1980 », *International Journal of Middle East Studies* 16,3 (1984), 306.

¹⁶⁶ Raymond Hinnebusch, « Syria: from 'authoritarian upgrading' to revolution? », *International Affairs* 88,1 (2012), 96.

¹⁶⁷ Moshe Maoz, « Attempts at Creating a Political Community in Modern Syria », *Middle East Journal* 26,4 (1972), 400.

¹⁶⁸ H. Issa, B. Ouattara, « Foreign aid flows and real exchange rate: evidence from Syria », *Journal of Economic Development* 33,1 (2008), 135.

¹⁶⁹ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II », *Middle East Journal* 22,3 (1968), 278.

et se concentre principalement sur le pétrole, le textile et les matériaux de construction. En 1966, le PIB était d'environ 5.3 millions de livres syriennes¹⁷⁰, avec un taux de croissance en moyenne de 5.5 % sur la période de 1960-1967¹⁷¹. La Syrie a un des taux de croissance de la population des plus importants de la région : la population syrienne a augmenté d'environ 41% de 1950-1960¹⁷². Un haut de croissance signifie une population jeune, avec une faible capacité d'épargner, mais également une faible productivité et un fort ratio de dépendance. En 1966, la tranche d'âges de 0-14 ans représentait 28 % de la population¹⁷³. Cela complique le développement économique et requiert une intervention importante de l'État¹⁷⁴. En 1966, le taux de chômage est de 6,1 %. Le taux de chômage a presque doublé de 1966 à 1967, à cause d'une récession économique importante qui crible le pays en entier¹⁷⁵. Ainsi, la base économique syrienne est mince, et le haut taux de croissance pose un défi considérable au gouvernement.

Dépenses publiques

À partir de 1963, une économie nationalisée et socialiste est développée, où le secteur public devient le « cœur de l'économie et le principal moteur de l'investissement¹⁷⁶ ». Des plans quinquennaux de développement sont mis en place, appelant à l'expansion d'industries

¹⁷⁰ Daniel Dishon, *Middle East Records 1968, Volume 4*, (New Jersey: John Wiley & Sons, 1973), 742.

¹⁷¹ Raymond Hinnebusch, « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies* 27,3 (1995),310.

¹⁷² Onn Winkler, *Demographic Developments and Population Policies in Ba'thist Syria*, (Eastbourne: Sussex Academic Press, 1998), 184.

¹⁷³ Nations Unies, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, Juin 2011. En ligne: <http://esa.un.org/unpd/wpp/Excel-Data/population.htm>. Accédé le 21/03/13.

¹⁷⁴ Onn Winkler, *Demographic Developments and Population Policies in Ba'thist Syria*, (Eastbourne: Sussex Academic Press, 1998), 5.

¹⁷⁵ Daniel Dishon, *Middle East Records 1968, Volume 4*, (New Jersey: John Wiley & Sons, 1973),744.

¹⁷⁶ Raymond Hinnebusch, « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies* 27,3 (1995), 306.

existantes, et à la création de nouvelles industries¹⁷⁷. Le premier plan, de 1960-1965 prévoit un investissement total de 2.7 milliards de livres syriennes, dont un quart venant d'aide étrangère. Le second plan quinquennal de 1966-1970 prévoit un budget de 4.96 milliards de livres syriennes dont 3.45 milliards sont contribués par le secteur public. L'aide étrangère prévue s'élève à 1.94 milliard de livres syriennes, soit 56 % des investissements du secteur public, ou 39 % du total des investissements¹⁷⁸.

Ainsi, le mode de gestion d'exclusion, pour lequel ont opté les régimes Baas, requiert énormément des ressources budgétaires de l'État¹⁷⁹. Le contrôle important de la société par l'État, mais aussi la mince base économique ne peuvent soutenir le budget militaire important. L'économie syrienne repose amplement sur des aides internationales et de rentes¹⁸⁰.

Aide étrangère

La Syrie est un état semi-rentier : le budget de l'État dépend des taxes indirectes, tarifs, licences, taxes sur la vente, mais aussi des rentes¹⁸¹ : le régime syrien repose sur l'aide financière, militaire et technologique de l'Union Soviétique. Par exemple, l'Union Soviétique a prêté 150 millions de dollars pour financer le développement du barrage d'Euphrate¹⁸². En 1967, l'aide gouvernementale étrangère était de 21 % de la formation brute de capital fixe¹⁸³. L'État syrien repose également sur l'industrie pétrolière, mais aussi sur les frais de transit

¹⁷⁷ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II », *Middle East Journal* 22,3 (1968), 279.

¹⁷⁸ Thomas Collelo, ed, *Syria: A Country Study*, (Washington: GPO for the Library of Congress, 1987), 142.

¹⁷⁹ Linda Matar, « Twilight of 'state capitalism' in formerly 'socialist' Arab state », *Journal of North African Studies* 1 (2012), 9.

¹⁸⁰ Raymond Hinnebusch, « Syria: from 'authoritarian upgrading' to revolution? », *International Affairs* 88,1 (2012), 150.

¹⁸¹ Rolf Schwarz, « The political economy of state-formation in the Arab Middle East: rentier states, economic reform, and democratization », *Review of International Political Economy* 15,4 (2008), 605

¹⁸² Janos Horvath, « Economic Aid from the USSR: A Recount of the First Fifteen Years », *Slavic Review* 29,4 (1970), 629.

¹⁸³ David W. Carr, « Capital Flows and Development in Syria », *Middle East Journal* 34,4 (1980), 456.

payés par les compagnies suivantes : Arabian American Oil, et Iraq Petroleum Company¹⁸⁴. Les frais de transit de ces deux compagnies permettent de combler un déficit commercial important. En 1964, le déficit commercial était de 57 millions de dollars, et le revenu¹ de frais de transit égalait à 40 millions de dollars¹⁸⁵. L'État syrien, similairement à l'État égyptien, dépend de sources de revenus extérieures pour financer sa politique budgétaire et pour maintenir son importante bureaucratie au pouvoir. Sans cette aide, le régime serait contraint dans sa politique étrangère par la disponibilité de ressources matérielles.

2.2 Stratégies de légitimation

Légitimité de performance

Tout d'abord, les allocations reversées par l'économie rentière permettent de légitimer les pratiques d'exclusion et de contrôle du régime en place. Les régimes Baas, qui s'appuient sur des rentes extérieures, ont développé un système socialiste centralisé, favorisant les classes ouvrières et paysannes. Ce système pourvoit des bénéfices économiques et sociaux importants pour ces classes : allocations, redistribution de terres, éducation pour tous, santé publique, élargissement de l'emploi public... Comme l'Égypte, la Syrie utilise des stratégies d'inclusion économique dans le but d'accroître sa légitimité et son soutien. De ce fait, la performance du régime, en termes de bénéfices sociétaux, permet de légitimer le mode de gestion d'exclusion.

Cadre commun de croyances

L'idéologie Baas a également été utilisée comme cadre commun de croyances. La Syrie est un pays hétérogène en termes d'identités religieuses et ethniques. Les Syriens s'identifient

¹⁸⁴ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II », *Middle East Journal* 22,3 (1968), 280.

¹⁸⁵ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II », *Middle East Journal* 22,3 (1968), 280.

à des identités verticales (religieuses, ethniques...) et non à une identité nationale syrienne. La formation de l'état contemporain de Syrie est gravement touchée par l'instabilité domestique et une succession de régimes et de coups d'États ; ces différents groupes ethnoreligieux se battant pour le pouvoir¹⁸⁶. La base idéologique du mouvement Baas, derrière laquelle le groupe tente d'unir la population syrienne, est l'unité arabe, la liberté et le socialisme arabe¹⁸⁷. Cette idéologie est attrayante pour tous, car elle est non sectaire et non discriminante, et applique ses réformes sociales à tous. L'idéologie de l'arabisme repose sur la conception d'une nation arabe unie divisée par l'impérialisme occidental. La restauration d'une telle nation dépend de l'unité politique du monde arabe, qui passe par le socialisme arabe¹⁸⁸. Les notions de création et d'unification d'une nation arabe permettent de légitimer les pratiques politiques des régimes en place. De plus, le nationalisme arabe pose l'État d'Israël, et l'impérialisme occidental comme ennemis. Cela permet également de légitimer les pratiques d'exclusion du régime, qui tente de protéger la Syrie contre Israël, en adoptant une attitude proactive, et en soutenant la guérilla palestinienne.

Popularité des dirigeants

Dernièrement, la dynamique de légitimation la plus importante en Syrie reste celle du conflit israélo-arabe. Comme nous l'avons vu dans le Chapitre 1, la Syrie et Israël, qui sont voisins, sont en conflit autour de l'accès au Jourdain depuis 1948, et se lancent ponctuellement des attaques frontalières. Les tensions s'enveniment lorsque le parti néo-Bass prend le pouvoir

¹⁸⁶ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 142.

¹⁸⁷ Delwin A. Roy, Thomas Naff, « Ba'thist ideology, economic development and educational strategy », *Middle Eastern Studies* 25,4 (1989), 451.

¹⁸⁸ John Galvani, « Syria and the Baath Party », *MERIP Reports* 25 (1974), 3.

en 1966, et soutient la guérilla palestinienne¹⁸⁹. Les tensions atteignent un pic le 7 avril 1967 lors d'une bataille aérienne au-dessus de Damas¹⁹⁰. De plus, la Syrie abrite une importante communauté de réfugiés palestiniens. De ce fait, le conflit est présent dans la vie de tous les jours. Comme Hinnebusch l'explique, un politicien syrien doit assurer son engagement pour la lutte contre Israël pour espérer gagner et conserver le pouvoir¹⁹¹. Il explique également qu'il ne fait aucun doute que la principale source de la légitimité des régimes syriens a été leur prétention à représenter les intérêts arabes dans la lutte contre Israël¹⁹². Au centre de la plateforme politique du régime néo-Baas est une attitude intransigeante envers Israël, car elle empêche la réunification d'une nation arabe. Le groupe présente un programme organisé de ses objectifs et aspirations vis-à-vis de l'entité sioniste. Le conflit est appelé « lutte pour la libération nationale » et tous les moyens sont justifiés dans la poursuite de cet objectif¹⁹³. Des incidents frontaliers sont planifiés, les unités militaires palestiniennes telles que Fatah sont soutenues et financées, et des plans de détournement d'eau établis¹⁹⁴. Cette lutte a permis au régime de développer une certaine popularité, qui a aidé à la légitimité du régime et de ses pratiques.

3. Israël

L'État d'Israël est déclaré le 14 mai 1948. Dès sa création, Israël doit faire face à de nombreux défis. Tout d'abord, la création d'un État stable et performant de toutes pièces

¹⁸⁹ Richard B. Parker, « The June 1967 War: Some Mysteries Explored », *Middle East Journal* 46, 2 (1992), 178.

¹⁹⁰ William B. Quandt, « Lyndon Johnson and the June 1967 War: What Color Was the Light? », *Middle East Journal* 46, 2 (1992), 200.

¹⁹¹ Raymond Hinnebusch, « Globalization, State Formation and Generational Change: Foreign Policy in Syria and Jordan », *EUI Working Papers* 19 (2003), 5.

¹⁹² Raymond Hinnebusch, « Syria: The politics of peace and regime survival », *Middle East Policy* 3,4 (1995), 74.

¹⁹³ Joseph Mann, « The Conflict with Israel According to Neo-Ba'ath Doctrine », *Israel Affairs* 13,1 (2007), 117.

¹⁹⁴ *Ibid*, 122.

représente un défi considérable. De plus, du fait de sa politique ouverte à l'immigration juive, les vagues importantes d'immigration, mais également l'intégration de ces immigrants demande un important investissement de l'État. Dernièrement, il doit également faire face aux hostilités de ses voisins, qui ne le considèrent pas comme légitime.

3.1 Gestion de la société

Société civile

Israël est une société multi-ethnique composée de groupes ethniques juifs de différents pays et de trois grands groupes religieux: musulmans, chrétiens et druzes. La population juive regroupe des Orientaux (personnes d'origine asiatique ou africaine, principalement du Maroc, d'Irak et du Yémen) et Ashkénazes (originaires d'Europe, principalement de Russie, de Pologne, de Roumanie et d'Allemagne)¹⁹⁵.

L'État d'Israël diffère de ceux d'Égypte et de la Syrie par ses institutions et sa nature démocratique, et par sa scène politique multi partite. Israël recourt également à un mode de gestion d'exclusion. Les modes de gestion de l'Égypte et la Syrie reposent sur des pratiques autoritaires, et sur une base d'exclusion selon la classe économique. L'exclusion en Israël est partielle, et a lieu selon des bases identitaires et ethniques : Israël est ce qu'on appelle une démocratie ethnique¹⁹⁶.

« Une démocratie ethnique est propulsée par une idéologie de nationalisme ethnique qui déclare une certaine population comme une nation ethnique partageant une origine

¹⁹⁵ Yossi Shavit, «Segregation, Tracking, and the Educational Attainment of Minorities : Arabs and Oriental Jews in Israel », *American Sociological Review* 55,1 (1990), 116

¹⁹⁶ Sammy Smooha, «The model of ethnic democracy: Israel as a Jewish and democratic state », *Nations and Nationalism* 8,4 (2002), 478

commune, une langue commune et une culture commune¹⁹⁷ ». Une nation ethnique revendique la propriété d'un territoire qu'il considère comme sa patrie exclusive, et façonne des symboles, des lois et des politiques dans l'intérêt de la majorité¹⁹⁸. En Israël, il existe une distinction cruciale entre les membres et les non-membres de la nation ethnique. La majorité est privilégiée et a droit à une citoyenneté, des droits civils, politiques, culturels et sociaux. Elle est incluse, traitée selon des principes démocratiques et encouragée à participer dans la société civile. Les minorités sont reconnues, mais mal représentées, et ont certains droits collectifs et individuels, mais ceux-ci sont incomplets et mal protégés¹⁹⁹. Elles sont exclues à différents degrés politiquement, socialement et économiquement.

La discrimination de l'État se fait en termes de lois. Par exemple, la Loi du retour, votée le 5 juillet 1950, garantit à tout juif le droit d'immigrer en Israël quand il le souhaite. En revanche, le retour de réfugiés arabes est refusé. De plus, il y a un processus constant de judaïsation du pays. Le Sionisme est de facto l'idéologie de l'État et l'objectif est de judaïser Israël par la démographie, le langage, la culture, les institutions, l'identité et les symboles²⁰⁰. Après la guerre de 1949, Israël confisque les terres d'Arabes sur le territoire. Les communautés arabes sont déplacées dans des communautés séparées et mises sous régime militaire jusqu'en décembre 1966²⁰¹. Des organisations juives ethniques sont affectées à des fonctions de l'État et les dirigeants arabes élus nationalement sont exclus des centres de décision.

¹⁹⁷ *Ibid* 478.

¹⁹⁸ *Ibid*, 477.

¹⁹⁹ Sammy Smooha, «The model of ethnic democracy: Israel as a Jewish and democratic state », *Nations and Nationalism* 8,4 (2002), 488.

²⁰⁰ *Ibid*, 485.

²⁰¹ *Ibid*, 486.

De plus, le système juridique et politique soutient l'orthodoxie comme le représentant légitime de la religion juive en Israël²⁰². Les juifs non orthodoxes sont inclus dans la société, mais ne participent pas à la sphère religieuse : ce groupe ne prend pas part aux négociations sur des questions religieuses, et leurs représentants ne sont pas inclus dans l'institution religieuse de l'État²⁰³. Les pratiques d'exclusion visent également les partis politiques extrémistes, notamment d'extrême droite, qui présentent une menace à l'idéologie du Mapai, parti politique social-démocrate, en place. Le parti Hérout, d'extrême droite est exclu de la politique et du pouvoir, et ses dirigeants décrédibilisés de 1948 à 1967²⁰⁴. Ainsi, l'État d'Israël inclut la majorité juive, et exclut les minorités non-juives. De plus, le régime limite l'action de partis extrêmes et de groupes minoritaires juifs pour assurer la création d'une identité juive qui correspond aux valeurs du Mapai.

Base de Soutien

L'État d'Israël met en place une gestion de la société mixte : une gestion d'inclusion envers la majorité juive et une politique d'exclusion envers certains groupes ciblés, qui ne rentrent pas dans la conception de l'élite israélienne d'un état juif et uni. La majorité est incluse à travers les différentes institutions démocratiques et représentatives, mais également à travers le processus d'élection. La société civile israélienne comporte également une multitude de partis, d'organisations et d'unions, qui représentent les droits civils de la population²⁰⁵. Le régime israélien, d'inclinaison socialiste, met également en place un système d'inclusion

²⁰² Eliezer Don-Yehida, *The Politics of Accommodation: The Resolution of Religious Conflicts in Israel*, (The Floresheimer Institute: Jerusalem, 1997), 24

²⁰³ *Ibid.*, 24.

²⁰⁴ Ariel Levite, Sidney Tarrow, « The Legitimation of Excluded Parties in Dominant Party Systems: A Comparison of Israel and Italy », *Comparative Politics* 15,3 (1983), 301. Le Hérout, parti politique sioniste d'extrême droite représente la principale force d'opposition au parti travailliste Mapai.

²⁰⁵ Yael Yishai, « Civil Society in Transition: Interest Politics in Israel », *AAPSS* 555 (1998), 149.

économique en créant un système d'aide sociale et de redistribution économique²⁰⁶. Le fait d'avoir des politiques d'inclusion envers la majorité permet au régime et à l'élite israélienne de se maintenir démocratiquement au pouvoir et d'être perçu comme légitime. Les pratiques d'exclusions ne sont ciblées qu'envers certains groupes précis, qui représentent des minorités.

3.2 Ressources Économiques

Base économique

Durant les deux premières décennies d'existence d'Israël, les régimes au pouvoir se concentrent sur le développement du pays, et arrivent à obtenir des taux de croissance économique de plus de 10 % par an de 1952 à 1965, grâce à un modèle économique socialiste²⁰⁷. L'économie se concentre sur le secteur du textile, les produits métalliques, l'industrie du diamant, mais aussi sur l'agriculture²⁰⁸. L'économie est planifiée sur cinq ans, et le gouvernement finance le développement de l'infrastructure, l'industrie (métaux et textiles), et le secteur public²⁰⁹. La rapide croissance économique est rendue possible grâce à l'afflux d'immigrants éduqués et qualifiés, la constitution d'une main-d'œuvre bon marché, et d'aide financière²¹⁰. Cependant, l'afflux d'immigrants, leur intégration, mais également le besoin de

²⁰⁶ Helen Chapin Metz, ed., *Israel: A Country Study*, (Washington: GPO for the Library of Congress, 1988),151.

²⁰⁷ Michael K. Evans, « An Econometric Model of the Israeli Economy 1952-1965 », *Econometrica* 38,5 (1970),625.

²⁰⁸ Deborah Bernstein, Shlomo Swirski, « The Rapid Economic Development of Israel and the Emergence of the Ethnic Division of Labour », *The British Journal of Sociology* 33,1 (1982),68.

²⁰⁹ *Ibid*,72-74.

²¹⁰ Yair Aharoni, « The Changing Political Economy of Israel », *ANNALS AAPSS* 555 (1998), 130.

développer un nouveau pays représentent des défis de taille. De 1960-1967, le taux de croissance de la population est d'environ 4.3 % par an²¹¹.

Dépenses publiques

Avant 1967, le gouvernement israélien tente de mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs de développement sans compromettre son autonomie, par l'utilisation de ressources internes et externes²¹². Au niveau domestique, le régime recourt à un système de taxation important : en 1961, les taxes directes représentent 14.3 % du PNB²¹³. Bien qu'Israël ait mis en place un tel système, cela n'a pas suffi pour financer adéquatement un État qui, simultanément, poursuit des guerres, le développement de son pays, mais aussi des politiques sociales d'État providence²¹⁴. Les dépenses publiques augmentent de 33.1 % du PIB en 1960 à 35.9 % du PIB en 1965²¹⁵. De plus, Israël est un des pays aux plus importantes dépenses militaires par habitant, et le secteur militaire est central à son économie²¹⁶. De 1955-1961, le budget de défense a augmenté de 8.3% par an, et de 16% par an sur la période de 1962 - 1967²¹⁷.

Aide étrangère

Ainsi, le régime dépend majoritairement de trois sources externes de revenu. Premièrement, Israël reçoit de l'aide financière considérable, notamment des États-Unis, sous la forme de transferts unilatéraux et de prêts. De 1960 à 1965, Israël a reçu environ 69.5

²¹¹ Données de la Banque Mondiale. En ligne: <http://databank.worldbank.org/data>. Accédé le 01/04/2013.

²¹² Michael Barnett, « High Politics is Low Politics: The Domestic and Systemic Sources of Israeli Security Policy, 1967-1977 », *World Politics* 42,4 (1990), 549

²¹³ Helen Chapin Metz, ed., *Israel: A Country Study*, (Washington: GPO for the Library of Congress, 1988), 154.

²¹⁴ *Ibid*, 151.

²¹⁵ Yair Aharoni, "The Changing Political Economy of Israel", *ANNALS AAPSS* 555 (1998), 132.

²¹⁶ Alex Mintz, Michael D. Ward, « The Political Economy of Military Spending in Israel », *The American Political Science Review* 83,2 (1989), 522.

²¹⁷ Yair Aharoni, « The Changing Political Economy of Israel », *ANNALS AAPSS* 555 (1998), 130.

millions de dollars par année d'assistance américaine, et 126.8 millions de dollars en 1966²¹⁸. Le gouvernement israélien reçoit également des remboursements et réparations de l'Allemagne suite à la Seconde Guerre mondiale²¹⁹. En 1962, l'Allemagne a reversé 47 millions de dollars de réparations, mais également 134 millions de dollars de transferts unilatéraux en 1964²²⁰. Dernièrement, la diaspora juive a transféré une grande quantité de capital à travers des dons privés et des subventions²²¹. Cette aide a rendu possible le développement de l'économie et de la société à travers un programme d'investissement massif.

Comme l'explique Barnett, le cas d'Israël montre que même dans un État avec une grande légitimité et une capacité d'extraction et de contrôle de la production importante, il existe d'importantes contraintes intérieures qui affectent la capacité de l'État à mobiliser des ressources de sécurité²²². L'aide financière permet à Israël de maintenir et de financer son mode de gestion de la société et surtout son important budget militaire.

3.3 Ressources symboliques

Légitimité de performance

L'État d'Israël est un état démocratique, avec un suffrage universel. Sa légitimité provient de sa nature démocratique et de sa gestion d'inclusion envers la majorité juive. La majorité est poussée à être investie politiquement, la société civile est stimulée également. De

²¹⁸ Clyde R. Mark, "Israel: U.S. Foreign Assistance," *Congressional Research Service*, (26 Avril 2005),13. En ligne : <http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/IB85066.pdf>. Accédé le 01/04/2013.

²¹⁹ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 117.

²²⁰ Carol Schwartz Greenwald, *Recession as a policy instrument : Israel, 1965-1969*, (New Jersey: Fairleigh Dickinson University Press, 1973), 10.

²²¹ Avi Shlaim, Avner Yadiv, « Domestic Politics and Foreign Policy in Israel », *International Affairs* 56,2 (1980), 543.

²²² Michael Barnett, « High Politics is Low Politics: The Domestic and Systemic Sources of Israeli Security Policy, 1967-1977 », *World Politics* 42,4 (1999), 560.

plus, un état démocratique a, par définition, un mécanisme de légitimité dans son processus de suffrage électoral : si un dirigeant et son gouvernement ne sont plus considérés comme légitimes ou performants, ils ne seront pas réélus. D'autre part, d'inclinaison socialiste, Israël devient également un État providence. L'État d'Israël développe notamment des services sociaux tels que l'éducation, un secteur de santé publique, le développement de l'infrastructure, des logements... De ce fait, sa nature démocratique, et son rôle d'État providence permettent aux élites israéliennes de développer une légitimité de performance.

Cadre commun de croyances

Qui plus est, l'élite israélienne crée un cadre commun de croyances dans le but d'unifier sa population et d'assurer sa légitimité. Les vagues d'immigration depuis 1948 ont eu pour effet une importante diversité en termes d'ethnicité au sein de la société israélienne. Les immigrants viennent d'une multitude d'horizons différents : Moyen-Orient, Europe, États-Unis, Afrique, Asie... amenant leurs propres traditions, cultures, langages, modèles de socialisation. Ben Gurion lance une politique de « mélange des exilés » pour intégrer complètement la société juive, brouiller les différences entre divers groupes, et de ce fait créer une majorité forte²²³. La politique d'accommodation des immigrants est basée en grande partie sur le besoin de stabilité politique²²⁴.

Les médias, en particulier la presse, sont des instruments utilisés pour diffuser et refléter différents symboles et mythes. Ils constituent une représentation narrative des

²²³ Eliezer Don-Yehida, *The Politics of Accommodation: The Resolution of Religious Conflicts in Israel*, (The Floresheimer Institute: Jerusalem, 1997), 22.

²²⁴ *Ibid*, 18.

événements avec des valeurs, les institutionnalisant²²⁵. Avant la guerre de six jours, les médias israéliens présentent un récit national basé sur ce que Yadgar appelle le « particularisme juif²²⁶ ». Ce récit met en valeur l'existence même de l'État-nation israélien comme une « réalisation transcendante du monde non-juif », en présentant à la fois une attirance et une méfiance envers ce monde²²⁷. Le particularisme juif est en substance une histoire d'isolement juif dans un monde hostile²²⁸. Dans un tel monde qui se caractérise par la trahison et l'hypocrisie, il n'y a aucun espoir pour un Israël faible : l'unité nationale est l'arme primaire. L'essence de l'identité israélienne repose donc sur son isolation et sur la perception d'hostilité du reste du monde, notamment de ses voisins arabes. Cette identité est utilisée comme un instrument de légitimité par les élites. Cela permet de légitimer l'exclusion de certains groupes au sein de la société israélienne.

Popularité des dirigeants

Le conflit israélo-arabe est également utilisé comme instrument pour assurer la popularité et la stabilité du régime. Ce conflit touche le pays en entier, influençant largement la culture, l'identité israélienne, la politique et l'économie. Comme nous avons vu auparavant, une importante partie de l'économie dépend sur le secteur de l'armement militaire. Le conflit devient donc un instrument économique, mais aussi politique. Le conflit israélo-arabe est utilisé par le régime comme une diversion pour détourner l'attention publique des problèmes

²²⁵ Yaacov Yadgar, « From the particularistic to the universalistic: national narratives in Israel's mainstream press, 1967-97 », *Nations and Nationalism* 8,1 (2002), 58.

²²⁶ *Ibid*, 56.

²²⁷ Eliezer Don-Yehida, *The Politics of Accommodation: The Resolution of Religious Conflicts in Israel*, (The Floresheimer Institute: Jerusalem, 1997), 62.

²²⁸ *Ibid*, 62.

internes sociaux, économiques et politiques, mais également pour unir la société et encourager sa cohésion.²²⁹

En conclusion, l'implication d'Israël, pendant sa courte histoire, dans une lutte importante pour sa survie a grandement influencé l'identité et la culture nationale et a eu un effet unificateur sur la société²³⁰.

4. Analyse de la guerre de 1967

Dans cette partie, l'intérêt sera d'abord porté sur la chronologie des événements et dynamiques qui ont contribué à l'entrée en guerre, cela permettra par la suite de comprendre la façon dont la Syrie, l'Égypte et Israël, en balançant leurs modes de gestion sociétale et l'utilisation de leurs ressources, se sont retrouvés contraints d'entrer en guerre.

4.1 Historique des événements

La crise de Suez de 1956 est un conflit lié à l'accès au canal du Suez entre l'Égypte, qui cherche à nationaliser le canal et à bloquer son accès, et l'alliance comprenant la France, la Grande-Bretagne et Israël, qui cherchent à maintenir un accès au canal. La résolution du conflit contraindra l'Égypte à ouvrir le Golfe d'Aqaba à la navigation israélienne et à accueillir des forces de l'UNEF à Charm el Sheikh, ainsi que sur le long de sa frontière commune avec Israël.

En 1958, la République Arabe Unie est créée d'une union entre la Syrie et l'Égypte ; point de départ de la création d'un monde arabe uni, selon les principes du panarabisme²³¹.

²²⁹ Christopher Sprecher, Karl DeRouen Jr., « Israeli Military Actions and Internalization-externalization Processes », *Journal of Conflict Resolution* 46,2 (2002), 245.

²³⁰ Yochanan Peres, « Ethnic Relations in Israel », *American Journal of Sociology* 76,6 (1971), 1026

Cependant, dû à des désaccords sur les normes de panarabisme, mais également sur la place que Nasser tient en tant que dirigeant, la République se sépare en 1961²³². Le refus de Nasser de partager son pouvoir, même avec des alliés idéologiques, mais également la viabilité économique du projet, conduit à la fin prématurée de la République mais stimule également une réaction anti-Nasser parmi certains de ses alliés idéologiques²³³. L'idéologie nassérienne, qui vise à un monde arabe uni socialise et dirigé par l'Égypte, est remise en question. Cependant, un pacte commun de défense mutuelle sera signé entre l'Égypte et la Syrie en 1966.

Même en temps de paix, les conflits restent omniprésents. Depuis 1956, le calme dans la région n'est en effet que précaire, comme nous l'avons vu auparavant, l'accès aux eaux du Jourdain est une source de tension importante entre Israël et ses voisins (la Syrie, la Jordanie, et le Liban). Durant les mois précédant la guerre, Israël et ses rivaux arabes tentent de détourner le Jourdain au profit de leur propre camp. Qui plus est, en 1966, le nouveau régime néo-Bass syrien adopte une attitude proactive, et soutient la guérilla palestinienne, ainsi que ses raids le long de la frontière israélo-syrienne. Israël répond à ces raids lourdement : en novembre 1966, les forces israéliennes attaquent le village de Samu en Jordanie, et l'aviation israélienne lance sur une guerre aérienne au-dessus de Damas et poursuivie le 7 avril 1967²³⁴.

Dans ce contexte de tensions régionales, le rapport soviétique du 13 mai 1967, mentionnant qu'Israël aurait mobilisé 10-12 brigades le long de frontière syrienne, pousse Nasser à prendre des mesures : les troupes de l'UNEF sont retirées et les troupes égyptiennes

²³¹ Raymond Hinnebusch, Anoushiravan Ehteshami, *The Foreign Policies of Middle East States*, (Boulder, London: Lynne Rienner Publishers, 2002), 36.

²³² Monte Palmer, « The United Arab Republic: An Assessment of Its Failure », *Middle East Journal* 20,1 (1966), 62.

²³³ *Ibid*, 62.

²³⁴ John K. Cooley, « The War over Water », *Foreign Policy* 54 (1984), 3-26.

mobilisées, le détroit de Tiran est fermé à la navigation israélienne et Charm el-Cheikh est réoccupé. Face à ces faits, Israël lance une attaque le 5 juin 1967²³⁵.

4.2 La récession d'avant-guerre

Nous avons vu que ces régimes avaient des modes de gestion sociétale exigeants en termes de ressources matérielles, mais également en d'importantes sources de financement externe dans le but de les maintenir, maintien qui aurait été difficile sans cela. Néanmoins, entre 1964-1966, une récession touche les économies de ces trois pays²³⁶.

En Égypte, le déficit de la balance commerciale augmente et passe de 96 millions de dollars en 1960 à 465 millions de dollars en 1966. De plus, le coût de l'intervention dans la guerre civile du Yémen depuis 1962, mais aussi des dépenses militaires (14 % du PNB en 1966 soit 650 millions de dollars) pèsent sur l'économie²³⁷. C'est au niveau de la société que ce malaise économique se manifeste le plus. L'indice des produits alimentaires augmente de 6 % en 1964, 25 % en 1965 et 11 % en 1966. Similairement, l'indice du coût de la vie qui avait été stable pendant des années augmente de 3 % en 1964, 25 % en 1965 et 8 % en 1966²³⁸. Le mode de gestion d'exclusion, le contrôle de l'économie et le système social posent donc un lourd poids financier sur le budget de l'état²³⁹.

En Syrie, le régime opte pour une politique monétaire d'expansion, pour augmenter la monnaie disponible pour ses politiques budgétaires²⁴⁰. Cette expansion cause une période de haute inflation qui, à son tour, provoque une stagnation économique notable au niveau domestique. L'indice des prix, stable de 1962-1965 augmente de 10 % en 1966. L'indice des

²³⁵ Richard B. Parker, « The June 1967 War: Some Mysteries Explored », *Middle East Journal* 46, 2 (1992), 180.

²³⁶ Peter Johnson, « Egypt Under Nasser », *MERIP Reports* 10 (1972), 7.

²³⁷ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War », *Middle East Journal* 22,2 (1968), 134.

²³⁸ *Ibid.*, 133.

²³⁹ Sheri Burman, « Islamism, Revolution and Civil Society », *Perspectives on Politics* 1, 2 (2003), 257-272.

²⁴⁰ Thomas Collelo, ed, *Syria: A Country Study*, (Washington: GPO for the Library of Congress, 1987), 142.

prix alimentaire, stable sur la même période, augmente de 15 % en 1966²⁴¹. Israël est également touché par une profonde récession. Le budget militaire, l'intégration des nouveaux immigrants, mais aussi la balance des paiements pèsent lourd sur l'économie. L'inflation fait augmenter de 8 % par an les prix alimentaires entre 1964-1967²⁴². Le taux de chômage atteint le taux de 12 % en 1967, entraînant un mécontentement et une agitation domestique²⁴³.

Ainsi, les régimes d'Israël, d'Égypte et de Syrie se retrouvent, pendant les années précédant la guerre, confrontés à des difficultés économiques qui pèsent sur la société. Leur légitimité en termes de performance, mais aussi de popularité vacille à cause de cela²⁴⁴.

4.3 La Syrie

Depuis son indépendance, les incidents entre Israël et la Syrie sont plus intenses et les relations plus tendues que celles entre Israël et les autres pays arabes. Les Syriens ont généralement été plus émotionnellement investis sur la question de la Palestine, notamment en raison du grand nombre de réfugiés palestiniens, et sont par conséquent plus militants que la plupart des autres pays Arabes²⁴⁵. Comme l'explique Hinnenbusch, l'instabilité domestique et son intensité coïncident avec la perception d'une menace grandissante d'Israël lors de l'intensification des incidents frontaliers²⁴⁶.

Le parti néo-Baas opère un mode de gestion d'exclusion sociale et politique, mais utilise également des stratégies d'inclusion économique dans le but de préserver sa légitimité. En

²⁴¹ Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II », *Middle East Journal* 22,3 (1968), 67.

²⁴² Données de la Banque Mondiale. En ligne : <http://databank.worldbank.org>.

²⁴³ Robin Barlow, « Economic Growth in the Middle East, 1950- 1972 », *International Journal of Middle East Studies* 14,2 (1982), 146.

²⁴⁴ Adeed I. Dawisha, *Egypt in the Arab World: The Elements of Foreign Policy*, (London: Macmillan, 1976), 95.

²⁴⁵ Fred J. Khouri, « Friction and Conflict on the Israeli-Front », *Middle East Journal* 17,1/2 (1963), 14.

²⁴⁶ Raymond Hinnenbusch, « Globalization, State Formation and Generational Change: Foreign Policy in Syria and Jordan », *EUI Working Papers* 19 (2003),6.

1967, le régime syrien se retrouve confronté à une récession économique et à de l'agitation domestique qui remettent en question sa légitimité de performance, et mettent donc la stabilité du régime en danger. Sur le plan systémique, la Syrie fait face à des hostilités israéliennes. Ainsi, le régime doit équilibrer une menace intérieure avec une menace extérieure, mais doit également faire jouer dans la balance l'utilisation de ses ressources pour garder sa légitimité et son contrôle. Sa situation économique, soit l'utilisation de ses ressources matérielles, et la conjoncture économique ne permettent pas au régime syrien de rentrer en guerre, ni de participer à une confrontation armée avec Israël.

De plus, le conflit israélo-arabe est au centre de la vie de tous les jours. Toute l'infrastructure sociopsychologique est influencée par ce conflit : les identités des différents groupes ethno-religieux et la société se construisent par opposition à l'ennemi²⁴⁷. Le régime en place a également utilisé ce conflit en guise de ressource symbolique. Dès sa prise de pouvoir, le parti néo-Baas adopte une attitude agressive envers Israël pour justifier sa prise de pouvoir, et assurer la légitimité et la stabilité du régime²⁴⁸.

Selon Wilkenfeld et al., l'hostilité active de la Syrie est fonction l'hostilité d'Israël à son égard, témoin de l'impact du conflit israélo-arabe sur sa politique étrangère²⁴⁹. Les tensions et les affrontements avec Israël s'intensifient, culminant le 7 avril lors d'une bataille aérienne au-dessus de Damas. Le régime syrien, face à cette agression se voit contraint de répondre ; le

²⁴⁷ Daniel Bar-Tal, « Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts », *American Behavioral Scientist* 50 (2007), 1430-1453.

²⁴⁸ Joseph Mann, « The Conflict with Israel According to Neo-Ba'ath Doctrine », *Israel Affairs* 13,1 (2007), 122.

²⁴⁹ Le concept d'agitation domestique, selon Wilkenfeld et al., regroupe les variables suivantes : Coups d'état, violences, combats, manifestations, grèves, arrestation et procès politiques, émeutes, conflit de presse, changements de cabinet et problèmes parlementaires, démission du premier ministre, conflits entre élites. Le concept d'hostilité prend en compte les dynamiques suivantes : manifestations anti-étrangers, sanctions négatives, guerres de propagande, conflits diplomatiques, menaces, actions militaires, affrontements frontaliers, infiltrations, guerres, mobilisation de troupes, accusations, déclarations hostiles, signes d'hostilité, espionnage. Voir Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee, Dale Tahtinen, « Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16,135 (1972), 20-21.

conflit a été utilisé en tant que ressource symbolique et Israël dépeint comme l'ennemi premier. De ce fait, ne pas répondre aux hostilités israéliennes délégitimerait le régime et laisserait une potentielle fenêtre d'opportunité à des groupes d'opposition. De plus, l'agitation domestique contraint le régime à répondre.

Cependant, la Syrie est contrainte en termes de ressources matérielles et ne peut donc pas s'engager dans une guerre. De ce fait, le régime soutient la guérilla palestinienne et les hostilités frontalières. Cette politique permet au régime Syrien de préserver sa stabilité, tout en minimisant ses dépenses. De plus, l'alliance signée avec l'Égypte lui assure une défense, si la situation s'embrase. La situation s'envenime et Israël lance une attaque préventive, déclenchant une guerre dévastatrice pour la Syrie. Ainsi, dans ses efforts visant à équilibrer les différentes menaces, la Syrie est contrainte par son mode de gestion d'utiliser et de soutenir des incidents frontaliers.

4.4 L'Égypte

Le régime nassérien opte également pour un mode de gestion d'exclusion, mais utilise des pratiques d'inclusion économiques dans le but d'acquérir une légitimité de performance et d'assurer un soutien populaire du régime. Le mode de gestion d'exclusion, le contrôle de l'économie et le système social pèsent un lourd poids financier sur le budget de l'État, et la récession économique augmente la pression domestique sur le gouvernement²⁵⁰. Le régime se voit contraint de formuler une politique étrangère agressive envers Israël pour trois raisons.

Premièrement, les conditions économiques et le malaise social ambiant font pression sur le régime. En effet, la récession économique touche gravement la société, et fait ainsi pression sur le gouvernement qui utilise des stratégies d'inclusion économique comme une

²⁵⁰ Sheri Burman, « Islamism, Revolution and Civil Society », *Perspectives on Politics* 1, 2 (2003), 257-272.

source de légitimité. Comme le soutien du régime nassérien est populaire, l'opinion publique, notamment le mécontentement, est une source de pression importante pour le régime. Comme Wilkenfeld et al. le démontrent, sur la période de 1949-1969, l'hostilité active de l'Égypte est une fonction directe de l'hostilité israélienne envers elle ; hostilité qui provoque des vagues d'agitation domestique qui conduisent à une pression sur le régime égyptien²⁵¹.

Deuxièmement, la légitimité de performance de l'Égypte en tant que superpuissance régionale et défenseur de la cause palestinienne est mise à l'épreuve. L'échec de la République Arabe Unie, mais également le sentiment anti-Nasser qui en résulte, remettent en question l'idéologie nassérienne, mais surtout le rôle de l'Égypte en tant que dirigeant d'un monde arabe uni. De plus, l'Égypte et la Syrie ont signé une alliance militaire. Tel que décrit précédemment, les tensions et affrontements frontaliers entre la Syrie et Israël s'intensifient après l'affrontement aérien au-dessus de Damas. Ainsi, Nasser se voit contraint, à cause des ressources symboliques utilisées, de prendre des mesures afin de préserver sa légitimité, mais également afin d'éviter de présenter une fenêtre d'opportunité à des groupes d'opposition.

Troisièmement, un rapport soviétique du 13 mai 1967, destiné à l'Égypte, soutient que les Israéliens ont mobilisé 10 à 12 brigades sur la frontière syrienne et préparent une offensive²⁵². Ainsi, le régime est contraint de formuler une politique étrangère hostile envers Israël. Cependant, l'économie égyptienne est affaiblie par la récession, par son mode de gestion, mais également par son intervention dans la guerre du Yémen²⁵³. Nasser entreprend

²⁵¹ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee, Dale Tahtinen, « Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16,2 (1972), 146-147.

²⁵² Une copie du rapport a été découverte dans des archives polonaises. Une traduction en anglais est annexée à Uri Bar-Noi, « The Soviet Union and the Six-Day War: Revelations From the Polish Archives », Cold War International History Project (CWIHP) e-Dossier No.8, accessible en ligne à <http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic-id=1409&fuseaction=topics.home>

²⁵³ Le 18 Septembre 1962, le roi du Yemen Imam Ahmed, meurt, et Nasser soutient un coup d'état porté par de jeunes officiers pour renverser la monarchie de Sanaa. L'Arabie Saoudite, inquiète de l'influence de Nasser sur le

donc les trois mesures décrites précédemment dans le but de dissuader Israël d'attaquer la Syrie. Il renverse notamment les mesures de résolution de paix de la crise de Suez. Celles-ci sont interprétées par Israël comme une agression provocatrice se traduisant par l'entrée en guerre du 5 juin 1967²⁵⁴.

4.5 *Israël*

Israël établit un mode de gestion mixte en utilisant des stratégies d'inclusion envers la majorité juive et des stratégies d'exclusion envers diverses minorités. Comme l'Égypte et la Syrie, Israël est également touché par une importante récession qui est ressentie au niveau sociétal et qui limite le régime dans son utilisation de ressources matérielles.

Ainsi, en 1967, le régime israélien doit équilibrer deux sortes de menaces : au niveau systémique, Israël est menacé par les attaques frontalières syriennes, mais également par les mesures prises par le gouvernement égyptien. Au niveau domestique, en plus de l'intégration de nombreux immigrants, la récession économique se fait sentir, et des vagues d'agitation domestique se manifestent en réponse aux hostilités de la Syrie et de l'Égypte. Sprecher et DeRouen démontrent que, sur la période 1961-1986, les actions militaires israéliennes augmentent avec l'intensification de l'agitation domestique. De plus, il est démontré que cette agitation augmente lors d'actions arabes contre Israël (militaires, verbales, politiques...) ²⁵⁵. Wilkenfeld et al. soutiennent que l'hostilité active israélienne est majoritairement déterminée

nouveau régime, intervient. S'en suit une guerre civile qui dure presque une décennie. L'Égypte et l'Arabie Saoudite se désengagent du conflit en 1965. Christopher Gandy, « A mission to Yemen : August 1962- January 1963 », *British Journal of Middle Eastern Studies* 25,2 (1998) : 247-274. Les dépenses de l'intervention égyptienne au Yemen a été évaluée a \$250 millions par an : Eliyahu Kanovsky, « The Economic Aftermath of the Six Day War », *Middle East Journal* 22,2 (1968), 140.

²⁵⁴ Robert McNamara, « Britain, Nasser and the Outbreak of the War », *Journal of Contemporary History* 35,4 (2000),622.

²⁵⁵ Christopher Sprecher, Karl DeRouen Jr., « Israeli Military Actions and Internalization-externalization Processes », *Journal of Conflict Resolution* 46,2 (2002), 252-256.

par l'hostilité égyptienne envers elle : 71 % du total de l'hostilité israélienne sur la période de 1949-1969 peut être expliqué par ses interactions avec les États voisins²⁵⁶. Ils montrent également un lien entre l'agitation domestique et les actions militaires israéliennes.

Ainsi, face aux agressions frontalières syriennes et palestiniennes, le gouvernement israélien est contraint, par les ressources symboliques utilisées, mais également par la pression domestique, de répondre. De plus, face aux mesures prises par l'Égypte qui sont perçues comme une provocation, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de frapper.

Nous avons vu que la nature démocratique du régime israélien, mais aussi son mode de gestion mixte poussent à une utilisation différente des ressources matérielles. Les ressources sont investies dans un système social, et dans le développement d'une société civile active. La récession frappe Israël, mais le régime est moins contraint en termes de ressources matérielles que ses ennemis. Comme le régime israélien est démocratique, les fenêtres d'opportunités se présentent à travers divers processus démocratiques. De ce fait, retirer des ressources matérielles du niveau domestique pour les appliquer au niveau systémique ne représente pas une menace à la stabilité du régime. Ainsi, le régime israélien est moins contraint dans la formulation de sa politique étrangère, en termes de ressources matérielles.

Cependant, et comme le démontrent Wilkenfeld et al. et Sprecher et DeRouen, l'agitation domestique est un facteur crucial dans la formulation de la politique étrangère israélienne. Les ressources symboliques utilisées contraignent donc le régime israélien de répondre aux provocations de ses ennemis²⁵⁷.

²⁵⁶ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee, Dale Tahtinen, « Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16,2 (1972), 143-146

²⁵⁷ Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee Lussier, Dale Tahtinen, « Conflict Interactions in the Middle East, 1949-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16, 2 (1972), 150. Sprecher Chris, DeRouen Karl, « Israeli Military Actions and Internalization-Externalization Processes », *Journal of Conflict Resolution* 46, 2 (2002), 244-259.

La littérature de la guerre de 1967 s'accorde sur le point que cette guerre n'était ni voulue ni planifiée. Pourquoi le gouvernement israélien a-t-il choisi de lancer une guerre au lieu de répondre de simple façon provocatrice ? Les mesures prises par le régime égyptien sont un renversement de l'accord de paix qui a résulté dans la crise de Suez ; celles-ci avaient pour but d'empêcher et de dissuader de futurs conflits armés entre l'Égypte et Israël. Ce renversement a été interprété par Israël comme l'acte ultime de provocation ; la prochaine étape serait une confrontation. Ainsi, Israël, qui ne voulait pas plus une guerre que la Syrie et l'Égypte, a été poussé par son mode de gestion, mais aussi par ses ennemis, à frapper le 5 juin 1967. « La décision israélienne de frapper en premier apparaît comme un résultat quasi automatique des étapes menant à l'escalade de la crise²⁵⁸ ».

Pour conclure, la Syrie, Israël et l'Égypte en 1967, se retrouvent à équilibrer des menaces internes et externes. Les mesures prises par chacun de ces régimes a doucement fait glisser tous les protagonistes dans une guerre non voulue ; la combinaison du processus d'équilibration des différentes menaces avec le mode de gestion n'a pas laissé de place à d'autres options de politique étrangère aux dirigeants au pouvoir, d'autant plus que ces trois pays reposent sur une base de soutien populaire. Dans un tel système, le poids de l'opinion publique est lourd : « le degré de liberté qu'a un dirigeant fluctue selon le degré des pressions et contraintes venant de la sphère domestique²⁵⁹ ». La récession économique touche gravement ces trois pays et limite les actions possibles en les poussant à équilibrer une menace d'instabilité domestique avec des tensions régionales les poussant à glisser vers un conflit armé.

²⁵⁸ Roland Popp, « Decidedly into the Six-Day War », *Middle East Journal* 60,2 (2006), 283.

²⁵⁹ Sandra Helayel, *Responding to Constraints: Foreign Policy behaviour in Authoritarian Regime of the Middle East*, Thèse de Doctorat, Département de Science Politique, Montréal: Université Concordia, 2009, 167.

Conclusion

A. Rappel du questionnement

Le questionnement de départ que nous nous étions posé est le suivant : quelles sont les contraintes déterminant les variations de politique extérieure et sont-elles les mêmes pour différents pays ? Qu'est-ce qui a poussé l'Égypte, la Syrie, et Israël à entrer dans une guerre non prévue, alors que leur performance économique était en difficulté ?

L'hypothèse principale qui a guidé notre travail est la suivante : le mode de gestion sociétal influe sur le spectre d'options de politique étrangère disponible à un régime. Nous avons donc examiné les différents modes de gestion mis en place en Égypte, Syrie et Israël, pendant les années précédant la guerre de 1967. Ainsi, nous avons observé les différentes pratiques domestiques et les lois touchant à la société civile. Nous nous sommes également intéressés aux ressources domestiques et à leur utilisation dans le but d'évaluer si elles contraignent les régimes dans leurs options de politique étrangère. Dernièrement, nous avons décortiqué les différentes ressources symboliques mises en place par ces régimes dans le but d'assurer leur légitimité et leur stabilité. Nous avons vu en quoi l'utilisation de ces ressources symboliques est cruciale, surtout pour un régime qui recourt à des pratiques d'exclusions, mais aussi en quoi celles-ci peuvent contraindre les décisions de politique étrangère. Le but du mémoire était d'examiner les différentes dynamiques qui influent sur la prise de décision de politique étrangère. Pour cela, nous avons utilisé un cadre analytique nous permettant d'examiner l'interaction entre des dynamiques externes et internes. Nous avons pu également comparer la structure domestique de ces trois pays, et voir si les déterminants qui les ont poussés à entrer en guerre sont les mêmes.

B. Résumé de l'approche

Nous avons premièrement évalué le mode de gestion sociétale en examinant la vibrance de la société civile à travers les lois d'associations, les institutions majeures de la société civile, et la constitution de la scène politique. Nous avons démontré que l'Égypte et la Syrie opéraient des modes de gestion d'exclusion basés sur une distinction de classes économiques. Ainsi, les classes bourgeoises sont exclues, et le régime favorise les classes ouvrières et agricoles dans le but d'assurer une base de soutien populaire. Israël opère également un mode de gestion d'exclusion, basé sur une distinction ethnique : la majorité juive est traitée de façon inclusive et démocratique, et les minorités non-juives sont exclues²⁶⁰.

Secondement, nous avons évalué et analysé les ressources matérielles disponibles à chacun de ces régimes dans le but de déterminer si celles-ci permettaient de maintenir le mode de gestion choisi. Dans les trois cas nous avons vu que l'aide étrangère était importante, et qu'elle permettait au régime de maintenir son mode de gestion, mais aussi de trouver une source de légitimité de performance. Cependant, nous avons vu que le modèle rentier n'était stable que dans une conjoncture économique favorable²⁶¹.

Dernièrement, nous avons analysé les ressources symboliques mises en place par ces régimes dans le but d'assurer un niveau de légitimité populaire, et ainsi de se maintenir à la tête du pouvoir. Nous avons également vu que ces ressources symboliques ont contraint le processus de prise de décision politique et ont propulsé les trois pays dans un conflit armé non voulu.

²⁶⁰ Sammy Smooha, «The model of ethnic democracy: Israel as a Jewish and democratic state », *Nations and Nationalism* 8,4 (2002), 478.

²⁶¹ Rolf Schwarz, « The political economy of state-formation in the Arab Middle East: Rentier states, economic reform, and democratization », *Review of International Political Economy* 15,4 (2008), 607.

C. État de l'hypothèse de départ.

Tout d'abord, l'hypothèse sur la contrainte imposée par les ressources matérielles est partiellement vérifiée. Un régime opérant un mode de gestion d'exclusion octroie une grande partie de ses ressources matérielles à des dispositifs de défense et de sécurité. Ainsi, face à un défi externe, ce régime pourra difficilement réduire la quantité de ressources matérielles utilisées au niveau domestique pour les utiliser dans sa politique étrangère, car il risquerait la stabilité de son système, mais également de présenter une fenêtre d'opportunités à des groupes d'opposition. De ce fait, le coût d'un tel mode de gestion est élevé en termes de stabilité et de liberté de décision, mais également économiquement. L'Égypte et la Syrie se sont retrouvées contraintes en termes de politique étrangère pour ces raisons. Israël, qui opère un mode de gestion d'exclusion partiel, s'est également trouvé contraint, mais moins que l'Égypte et la Syrie. Pour un régime utilisant un mode de gestion d'inclusion, l'utilisation des ressources est différente. Les ressources matérielles utilisées au niveau domestique ne sont pas appliquées à des dispositifs de contrôle, mais pour accroître le bien-être civil. Elles sont employées de façon à développer la société en général et augmenter le confort de la société. Le coût d'un tel mode de gestion est également élevé économiquement, mais permet plus de liberté de décision pour les dirigeants. Ainsi, confronté à un défi externe, un régime d'inclusion peut plus facilement mobiliser des ressources, sans risquer la stabilité et la survie du régime.

Cependant, bien que contraints en termes de ressources matérielles, ces trois pays sont également des pays semi-rentiers : une importante part des ressources disponibles à l'État vient de sources externes. Cela permet non seulement de soutenir le mode de gestion choisi, mais également de susciter un soutien populaire en exécutant des stratégies d'inclusion

économiques ciblées. Ces ressources externes ont donc pu alléger les contraintes économiques de ces régimes.

D'autre part, l'hypothèse posant que les ressources symboliques contraignent la politique étrangère est vérifiée. L'évaluation de ces ressources est difficile, et les ressources nécessaires pour quantifier de telles dynamiques manquent à ce mémoire. Cependant, à travers une analyse descriptive nous avons pu établir que ces ressources symboliques ont été particulièrement contraignantes dans le cas de la guerre de 1967. Les ressources symboliques mises en place pour légitimer un régime et ses pratiques ne peuvent être, plus tard, bafouées par ce même régime. Se trouvant dans un contexte de conflit tenace, cette dynamique est d'autant plus soulignée. Wilkenfeld et al. et Sprecher et DeRouen démontrent un lien entre le conflit israélo-arabe, l'agitation domestique et l'action militaire : face l'agression d'un ennemi, qu'elle soit militaire, verbale ou d'une autre nature, l'agitation domestique se fait sentir²⁶². S'en suit une réponse militaire, verbale...

Qui plus est, cette hypothèse est vérifiée en Égypte et Syrie, États autocratiques ayant des pratiques fortes de contrôle sociétal. Elle est également vérifiée en Israël, pays démocratique, au mode de gestion d'exclusion partiel. Cela prouve que les ressources symboliques sont cruciales pour tout régime qui soit.

Ainsi, notre hypothèse principale qui supposait que le mode de gestion sociétal contraint les options de politique étrangère est partiellement vérifiée. Dans le cas de la guerre de 1967, il est donc vérifié que le mode de gestion sociétal a eu un rôle prépondérant sur la formulation de la politique étrangère en Égypte, Syrie et Israël.

²⁶² Jonathan Wilkenfeld, Virginia Lee Lussier, Dale Tahtinen, « Conflict Interactions in the Middle East, 1949-1967 », *Journal of Conflict Resolution* 16, 2 (1972), 150. Sprecher Chris, DeRouen Karl, « Israeli Military Actions and Internalization-Externalization Processes », *Journal of Conflict Resolution* 46, 2 (2002), 244-259.

D. Apports du mémoire

Premièrement, les conclusions de ce mémoire permettent d'insister sur l'importance de l'utilisation d'une approche domestique, dans l'étude de la politique étrangère au Moyen-Orient. Souvent, les décisions de politique étrangère de cette région, sont expliquées selon des principes de *realpolitik* : comme la région est touchée par un conflit important et tenace, le besoin de sécurité et de pouvoir guide la politique étrangère. De plus, comme un bon nombre de pays de cette région sont des autocraties qui opèrent des pratiques d'exclusion, l'effet de l'opinion publique est souvent ignoré. Les multiples guerres, mais aussi les relations entre les pays du Moyen-Orient sont souvent interprétées selon des principes réalistes. Cette étude nous permet donc de replacer le processus de prise de décision de politique étrangère au niveau domestique, et de mettre en emphase les dynamiques domestiques qui influent sur cette prise de décision.

Qui plus est, notre approche met en avant l'importance de la légitimité, et donc des ressources symboliques, pour tout régime démocratique ou non. Ces ressources permettent d'assurer, ou non, la survie d'un régime. Nous avons également souligné leur portée et capacité à contraindre un régime. Ce concept de légitimité est aussi important pour un régime à tendance autocratique qu'un régime démocratique. La survie du régime autocratique dépend de sa légitimité auprès du peuple et de ce fait, ce dernier doit s'assurer de constamment mettre en œuvre des ressources symboliques et matérielles pour préserver une base de soutien. Un régime démocratique trouve de la légitimité dans le fait qu'il est démocratique, et que le gouvernement ait été élu par suffrage électoral. Cependant, un gouvernement dans un pays démocratique doit également mettre en œuvre des ressources symboliques et assurer sa légitimité sous peine de ne pas se faire réélire.

De plus, notre approche met en avant une évaluation de la légitimité d'un régime non traditionnelle. Au lieu de se baser sur une approche qui examine les propriétés formelles des institutions domestiques, notre approche se base sur une compréhension de la légitimité en tant que reconnaissance et acceptation normative du pouvoir détenu par l'État. Cela permet de souligner qu'un régime non démocratique peut être considéré en tant que légitime par son peuple.

D'autre part, ce mémoire permet également d'insister sur l'importance de la dynamique du conflit israélo-arabe et de ses effets sur les pays concernés. Il en ressort que les pays du Moyen-Orient évoluent dans un contexte de conflits qui a profondément influencé la façon dont ils se sont développés. Ce conflit s'autoalimente : son influence prend une telle envergure que des politiques pacifiques envers un ennemi ne sont pas concevables par la société et de ce fait, pas souhaitables par les dirigeants²⁶³. Cela permet également de montrer que le poids du passé est important, et que les décisions politiques et les modes de gestion précédents peuvent avoir une influence, et contraindre des régimes antérieurs.

Néanmoins, les conclusions de ce mémoire laissent une question sans réponse : l'importance des ressources symboliques, et la contrainte qu'elles représentent, est-elle spécifique au Moyen-Orient, et au contexte de conflit israélo-arabe ? Comme nous avons vu que les ressources symboliques sont importantes pour tout type, alors la question de leur influence sur un régime, dans une région et un contexte autre se pose.

²⁶³ Edward E. Azar, « Protracted international conflicts: Ten propositions », *International Interactions* », *Empirical and Theoretical Research in International Relations* 12,1 (1985), 61.

Bibliographie

- Abadi, Jacob. 2006. "Egypt's Policy Towards Israel: The Impact of Foreign and Domestic Constraints." *Israel Affairs* 12 (no 1):159-176.
- Abdalla, Nazem. 1982. «The Role of Foreign Capital in Egypt's Economic Development: 1960-1972». *International Journal of Middle East Studies* 14 (no 1): 87-97.
- Agénor, Pierre-Richard, Mustapha Nabli, Tarik Yousef. 2005. «Public infrastructure and private investment in the Middle East and North Africa» .*World Bank Policy research working paper* 3661: 1-39.
- Aharoni, Yair. 1990. «The Changing Political Economy of Israel». *ANNALS AAPSS* 555: 127-146
- Azar, Edward E., Paul Jureidini, Ronald McLaurin. 1978. «Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East». *Journal of Palestine Studies* 8 (no 1): 41-60.
- Azar, Edward E. 1985. «Protracted international conflicts: Ten propositions». *International Interactions: Empirical and Theoretical Research in International Relations* 12 (no 1): 59-70.
- Aziz-al Ahsan, Syed. 1984. «Economic Policy and Class Structure in Syria: 1958-1980». *International Journal of Middle East Studies* 16 (no 3): 301-323.
- Banque Mondiale. *En ligne*: <http://data.worldbank.org/>
- Bar-Tal, Daniel. 2007. «Sociopsychological Foundations of Intractable Conflicts», *American Behavioral Scientist* 50: 1430-1453.
- Barlow, Robin. 1982. «Economic Growth in the Middle East, 1950- 1972». *International Journal of Middle East Studies* 14 (no 2):129-157.
- Barnett, Michael. 1999. «High Politics is Low Politics: The Domestic and Systemic Sources of Israeli Security Policy, 1967-1977». *World Politics* 42 (no 4): 5-36.
- Beattie, Kirk. 1994. *Egypt during the Nasser years: Ideology, Politics and Civil Society*. Boulder: Westview Press.
- Bernstein, Deborah, Shlomo Swirski. 1982. «The Rapid Economic Development of Israel and the Emergence of the Ethnic Division of Labour». *The British Journal of Sociology* 33 (no1): 64-85.

- Blainey, Geoffrey. 1971. «The scapegoat theory of international war». *Historical Studies* 15 (no 57): 72-87.
- Brecher, Michael. 1975. *Decisions in Israel's Foreign Policy*. Hew Haven: Yale University Press.
- Brecher Michael, Benjamin Geist. 1980. *Decisions in Crisis: Israel, 1967 and 1973*. Berkeley: University of California Press.
- Brecher, Michael, Patrick James. 1988. «Patterns of Crisis Management». *The Journal of Conflict Resolution* 32 (no 3): 426-456.
- Brecher, Michael, Blema Steinberg and Janice Stein. 1969. «A Framework for Research on Foreign Policy Behavior». *The Journal of Conflict Resolution* 13 (no 1): 75-101.
- Burman, Sheri. 2003. «Islamism, Revolution and Civil Society». *Perspectives on Politics* 1 (no 2): 257-272.
- Burrowes, Michael, Muzzio Douglas. 1972. «The Road to the Six Day War: Towards an Enumerative History of Four Arab States and Israel, 1965-67». *The Journal of Conflict Resolution* 16 (no 2). Research Perspective on the Arab-Israeli Conflict: A symposium 211-226
- Carr, David W. 1980. «Capital Flows and Development in Syria». *Middle East Journal* 34 (no 4): 455-657.
- Chapin Metz, Helen, dir. 1988. «*Israel: A Country Study*». Washington: GPO for the Library of Congress.
- Chapin Metz, Helen , dir. 1990. «*Egypt: A Country Study*». Washington: GPO for the Library of Congress.
- Cohen, Avner. 1996. «Cairo, Dimona, and the June 1967 War». *The Middle East Journal* 50 (no 2): 190-210.
- Collelo, Thomas, dir. 2004. «*Syria: A Country Study*». Whitefish, MT: Kessinger Publishing.
- Dawisha, Adeed I. 1976. *Egypt in the Arab World: The Elements of Foreign Policy*. London: Macmillan.
- Cooley, John K. 1984. «The War over Water». *Foreign Policy* 54: 3-26.
- David, Steven R. 1978. «Explaining Third World Alignment». *World Politics* 43 (no 2): 233-256.

- Dishon, Daniel. 1973. *Middle East Records 1968, Volume 4*. New Jersey: John Wiley & Sons.
- Doeser, Fredrik. 2011. «Domestic politics and foreign policy change in small states: The fall of the Danish ‘footnote policy’». *Cooperation and Conflict* 46: 222-241.
- Don-Yehida, Eliezer. 1997. *The Politics of Accommodation: The Resolution of Religious Conflicts in Israel*. Jerusalem: The Floresheimer Institute.
- Evans, Michael K. 1970. « An Econometric Model of the Israeli Economy 1952-1965 ». *Econometrica* 38 (no 5) : 624-660.
- Fearon, James D. 1998. «Domestic Politics, Foreign Policy, and Theories of International Relations». *Annual Review of Political Science* 1: 289-313.
- Galvani, John.1974. « Syria and the Baath Party ». *MERIP Reports* 25: 3-16.
- Gandy, Christopher. 1998. « A mission to Yemen : August 1962- January 1963 ». *British Journal of Middle Eastern Studies* 25 (no 2) : 247-274.
- Gat, Moshe. 2005. «Nasser and the Six Day War, 5 June 1967: A Premeditated Strategy or An Inexorable Drift to War? », *Israel Affairs* 11 (no 4): 608-635.
- George, Alexander L. 1993. *Bridging the Gap: Theory and Practice in Foreign Policy*. Washington: USIP Press Books.
- Ghadry, Farid N. 2005. «Syrian Reform: What lies beneath». *Middle East Quarterly*: 61-70.
- Gilley, Bruce. 2006. «The meaning and measure of state legitimacy: result for 72 countries». *European Journal of Political Research* 45: 499-525.
- Golan, Galia.2006. «The Soviet Union and the Outbreak of the June 1967 Six-Day War», *Journal of Cold War Studies* 8 (no 1): 3-19.
- Helayel, Sandra.2009. *Responding to Constraints: Foreign Policy behaviour in Authoritarian Regime of the Middle East*. Thèse de Doctorat. Département de Science Politique. Montréal: Université Concordia.
- Horvath, Janos. 1970. “Economic Aid from the USSR: A Recount of the First Fifteen Years”. *Slavic Review* 29 (no 4): 613-632.
- Hinnebusch, Raymond, Anoushiravan Ehteshami. 2002. *The Foreign Policies of Middle East States*. Boulder: London: Lynne Rienner Publishers.
- Hinnebusch, Raymond. 1993. « State and Civil Society in Syria ». *Middle East Journal* 47 (no2): 243-257.

- Hinnebusch, Raymond. 1995a. « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria ». *International Journal of Middle East Studies* 27 (no 3): 305-320.
- Hinnebusch, Raymond. 1995b. «Syria: The politics of peace and regime survival ».. *Middle East Policy* 3 (no 4): 74-87.
- Hinnebusch, Raymond. 2003. «Globalization, State Formation and Generational Change: Foreign Policy in Syria and Jordan ». *EUI Working Papers* 19.
- Hinnebusch, Raymond. 2012. «Syria: from ‘authoritarian upgrading’ to revolution? ». *International Affairs* 88 (no 1): 95-113.
- Hudson, Valerie M. 2005. «Foreign Policy Analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations». *Foreign Policy Analysis* 1 (no 1): 1-30.
- Ikram, Khalid. 2005. *The Egyptian Economy, 1952-2000: Performance Policies and Issues*. London: Routledge, 2005.
- Issa, H., B. Ouattara. 2008. « Foreign aid flows and real exchange rate: evidence from Syria». *Journal of Economic Development* 33 (no 1): 133-146.
- Ireland, M. , S. Gartner. 2001. «To Fight: Government Type and Conflict Initiation in Parliamentary Systems». *Journal of Conflict Resolution* 45: 547–568.
- James, Laura. 2005. «Nasser and his Enemies: Foreign Policy Decision Making in Egypt on the Eve of the Six-Day War». *MERIA* 9 (no 2): 23-44.
- Jervis, Robert. 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton: Princeton University Press.
- Johnson, Peter. 1972. «Egypt Under Nasser». *MERIP Reports* 10: 3-14.
- Kanovsky, Eliyahu. 1968a. «The Economic Aftermath of the Six Day War». *Middle East Journal* 22 (no 2): 131-143.
- Kanovsky, Eliyahu. 1968b. «The Economic Aftermath of the Six Day War: UAR, Jordan and Syria, Part II». *Middle East Journal* 22 (no 3): 278-196.
- Keilany, Ziad. 1970. « Economic Planning in Syria, 1960-1965: An Evaluation ». *The Journal of Developing Areas* 4 (no 3):361-374.
- Kheir-El-Din, Hanaa.2005. «Productivity Performance in Developing Countries. Country Case Studies: Egypt». *UNIDO Working Papers*.

- Levite, Ariel, Sidney Tarrow. 1983. «The Legitimation of Excluded Parties in Dominant Party Systems: A Comparison of Israel and Italy». *Comparative Politics* 15 (no 3): 295-327.
- Levy, Jack. 1983. «Misperception and the Causes of War: Theoretical Linkages and Analytical Problems». *World Politics* 36 (no 1): 76-99.
- Levy, Jack. 1988. «Domestic Politics and War». *Journal of Interdisciplinary History* 18: 653-673.
- Mann, Joseph. 2007. «The Conflict with Israel According to Neo-Ba'ath Doctrine. *Israel Affairs* 13 (no1): 116-130.
- Mansour, Imad. 2009. *The Domestic Sources of Regional Orders: Explaining Instability in the Middle East*. Thèse de Doctorat. Canada: McGill University
- Maoz, Moshe. 1972. « Attempts at Creating a Political Community in Modern Syria ». *Middle East Journal* 26 (no 4): 389-404
- Matar, Linda. 2012. «Twilight of 'state capitalism' in formerly 'socialist' Arab state». *Journal of North African Studies*: 1-15.
- Mark, Clyde R. 26 Avril 2005. "Israel: U.S. Foreign Assistance." *Congressional Research Service*. En ligne : <http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/IB85066.pdf>. Accédé le 01/04/2013.
- McGuire, Martin C. 1987. «Foreign Assistance, Investment, and Defense: A Methodological Study with an Application to Israel, 1960-1979». *Economic Development and Cultural Change* 35 (no 4): 847-873.
- McLaurin, R.D., Don Peretz, Lewis W. Snider. 1982. *Middle East Foreign Policy: Issues and Processes*. New York: Praeger Publishers.
- McNamara, Robert. 2000. « Britain, Nasser and the Outbreak of the war ». *Journal of Contemporary History* 35 (no 4) : 619-639.
- Mearsheimer, John. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W. W. Norton.
- Mellon, James G. 2002. « Pan-Arabism, pan- Islamism and inter-state relations in the Arab World ». *Nationalism and Ethnic Politics* 8 (no 4) :1-15.
- Migdal, Joel S. 1988. «Vision and Practice: The Leader, the State, and the Transformation of Society». *International Political Science Review* 9 (no 1): 23-41
- Mintz, Alex, Michael D. Ward. 1989. «The Political Economy of Military Spending in Israel». *The American Political Science Review* 83 (no 2): 521-533.

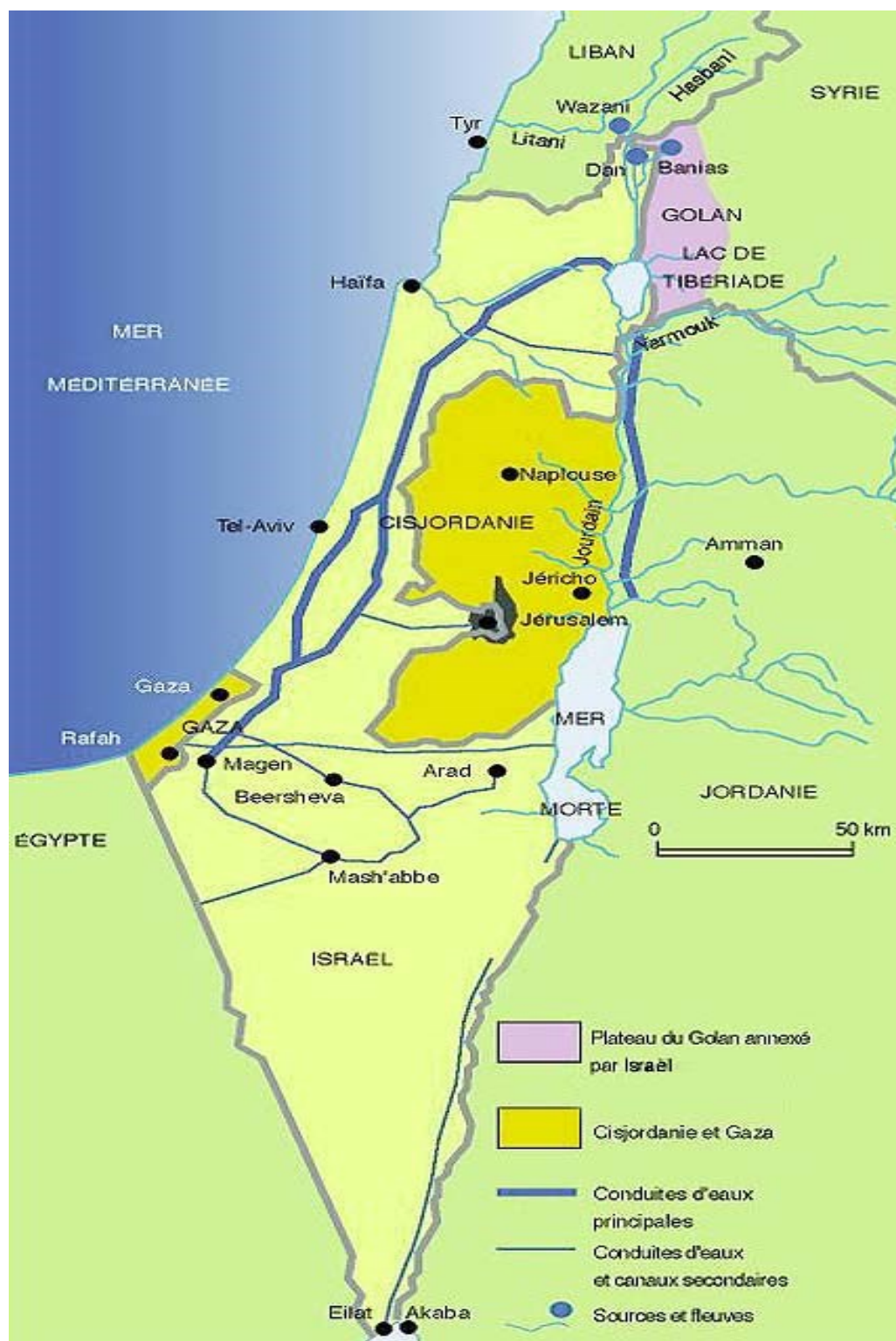
- Nations Unies. Juin 2001. *World Population Prospects: The 2010 Revision*.
- Nye, Joseph . 2008. *Understanding International Conflicts: An Introduction to Theory and History*. Boston: Pearson Longman.
- Oren, Michael. 2002. *Six Days of War*. Oxford: Oxford University Press.
- Oren, Michael. 2005. «The Revelations of 1967: New Research on the Six Day War and Its Lessons for the Contemporary Middle East». *Israel Studies* 10 (no 2): 1-14.
- Palmer, Monte. 1966. «The United Arab Republic: An Assessment of Its Failure». *Middle East Journal* 20 (no 1): 50-67.
- Parker, Richard B. 1992. «The June 1967 War: Some Mysteries Explored». *Middle East Journal* 46 (no 2): 177-197.
- Parker, Richard B. 1993. *The Politics of Miscalculation in the Middle East*. Bloomington: Indiana University Press.
- Parker, Richard B. 1996. *The Six-day War: A Retrospective*. Gainesville: University Press of Florida.
- Peres, Yochanan. 1971. «Ethnic Relations in Israel». *American Journal of Sociology* 76 (no 6): 1021-1047.
- Picard, Elizabeth. 2005. « Syrie : La coalition autoritaire fait de la résistance ». *Politique Étrangère* 4 :755-768.
- Popp, Roland. 2006. «Stumbling Decidedly into the Six-Day War». *Middle East Journal* 60 (no 2): 281-309.
- Prins, B., Christopher Sprecher. 1999. «Institutional Constraints, Political Opposition, and Interstate Dispute Escalation: Evidence from Parliamentary Systems, 1946-1990». *Journal of Peace Research* 36: 271-287.
- Quandt, William B. 1992. «Lyndon Johnson and the June 1967 War: What Color Was the Light? ». *Middle East Journal* 46 (no 2):198-228.
- Rekacewicz, Philippe. 1^{er} avril 1998. « La guerre des six jours ». *Le Monde Diplomatique. En ligne* : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1967>
- Rekacewicz, Philippe. 1^{er} juin 2000. « L'eau convoitée ». *Le Monde Diplomatique. En ligne* : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/israeleau2000>
- Renshon, Jonathan. 2008. «The Theory and Practice of Foreign Policy Decision Making». *Political Psychology* 29 (no 4): 509-536.

- Rose, Gideon. 1998. «Review: Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy». *World Politics*, 51 (no 1): 144-172.
- Roy, Delwin A., Thomas Naff. 1989. «Ba’thist ideology, economic development and educational strategy». *Middle Eastern Studies* 25 (no 4): 451-479.
- Russett, Bruce. 1993. *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*. Princeton: Princeton University Press.
- Schwartz Greenwald, Carol. 1973. *Recession as a policy instrument: Israel, 1965-1969*. New Jersey: Fairleigh Dickinson University Press.
- Schwarz, Rolf. 2008. «The political economy of state-formation in the Arab Middle East: rentier states, economic reform, and democratization». *Review of International Political Economy* 15 (no 4): 599-621.
- Shavit, Yossi. 1990. «Segregation, Tracking, and the Educational Attainment of Minorities : Arabs and Oriental Jews in Israel ». *American Sociological Review* 55 (no 1): 115-126.
- Shlaim, Avi, Avner Yadiv. 1980. «Domestic Politics and Foreign Policy in Israel». *International Affairs* 56 (no 2): 242-262.
- Shulman, Debra. 2008. *Regime strategy and foreign policy in autocracies: Egypt, Jordan and Syria in the Gulf Wars*. Thèse de Doctorat. New Haven: Yale University.
- Shuval, Hillel I. 1992. «Approaches to Resolving the Water Conflicts Between Israel and her Neighbors- a Regional Water-for-Peace Plan». *Water International* 17 (no 3): 133-143.
- Slater, Jerome. 2002. «Lost Opportunities for Peace in the Arab-Israeli Conflict: Israel and Syria, 1948-2001». *International Security* 27 (no 1): 79-106.
- Smootha, Sammy. 2002. «The model of ethnic democracy: Israel as a Jewish and democratic state ». *Nations and Nationalism* 8 (no 4): 475-503.
- Snyder, Rihard C., H. W. Bruck, and Burton Sapin. 1962. *Foreign Policy Decision-Making: An Approach to the Study of International Politics*. New York: Free Press.
- Sprecher, Christopher, Karl DeRouen Jr. 2002. «Israeli Military Actions and Internalization-externalization Processes». *Journal of Conflict Resolution* 46 (no 2): 244-259.
- Sprecher, Christopher. 2005. «The Domestic Determinants of Foreign Policy Behavior in Middle Eastern Enduring Rivals, 1948-1998». *Foreign Policy Analysis* 1: 121-141.

- Stein, Janice Gross. 1991. "The Arab-Israeli War of 1967: Inadvertent War Through Miscalculated Escalation". Dans Alexander L. George, *Avoiding War: Problems of Crisis Management*. Ed. Boulder: Westview Press
- Taliaferro, Jeffrey W. (2006). «State Building for Future Wars: Neoclassical Realism and the Resource-Extractive State». *Security Studies* 15 (no 3): 464-495.
- Telbami, S. 2002. «Kenneth Waltz, Neorealism, and Foreign Policy». *Security Studies* 11 (no3) : 158-170.
- Torrey, Gordon H. 1969. «The Ba'th Ideology and Practice ». *Middle East Journal* 23 (no 4):445-470.
- Walt, Stephen. 1987. *The origins of alliances*. Ithaca: Cornell University Press.
- Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. New York: McGraw Hill.
- Weatherford, M. Stephen. 1992. «Measuring Political Legitimacy». *The American Political Science Review* 86 (no 1): 149-166.
- Weaver, Ole. 2002. «Identities, Communities and Foreign Policy- Discourse Analysis as Foreign Policy Theory». Dans Lene Hansen, *European Integration and National Identity: The Challenge of the Nordic States*. London: Routledge.
- Wendt, Alexander. 1992. «Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics». *International Organization* 46 (no 2): 391-425.q
- Wilkenfeld, Jonathan, Virginia Lee, Dale Tahtinen. 1972. «Conflict interactions in the Middle East, 1969-1967». *Journal of Conflict Resolution* 16 (no 2): 135-154.
- Winkler, Onn. 1998. *Demographic Developments and Population Policies in Ba'thist Syria*. Eastbourne: Sussex Academic Press.
- Yadgar, Yaacov. 2002. «From the particularistic to the universalistic: national narratives in Israel's mainstream press, 1967-97». *Nations and Nationalism* 8 (no 1): 55-72.
- Yates, Douglas. 1996. *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*. Trenton, NJ: Africa World Press.
- Yishai, Yael.1998. «Civil Society in Transition: Interest Politics in Israel». *AAPSS* 555: 147-162.
- Zisser, Eyal. 2006. « Trends in Middle East Politics and their implications for Israel ». *Israel Affairs* 12 (no 4) : 684-697.

Zubaida, Sami. 1992. « Islam, the State and Democracy: Contrasting Conceptions of Society in Egypt ». Middle East Report 179: 2-10.

Annexe 1 : Carte du partage des eaux au Proche-Orient



Source : Philippe Rekacewicz, « L'eau convoitée », *Le Monde Diplomatique*, 1^{er} juin 2000.
En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/israeleau2000>

Annexe 2: Carte du Proche Orient en 1967



Source : Philippe Rekacewicz, « La guerre des six jours », *Le Monde Diplomatique*, 1^{er} avril 1998.
 En ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1967>